l'Anticapitaliste

n°557 | 25 février 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ LANTICAPITALISTE.ORG

MOBILISE·E·S

CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET POUR LES LIBERTÉS UNIVERSITAIRES

Dossier

LES ENJEUX DE LA «NORMALISATION» D'ISRAËL Pages 6 et 7

ÉDITO

«Islamo-gauchisme»: quand le pouvoir chasse à l'extrême droite Page 2

PREMIER PLAN

«Séparatisme»: une loi pour «conforter les principes républicains», vraiment? Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Birmanie. Après le coup d'État, grève générale contre la junte militaire Page 4

LIBRE EXPRESSION

Algérie, entretien avec Adel Abderrezak, universitaire et militant activiste du hirak Page 12

édito

Par **MANON BOLTANSKY**

«Islamo-gauchisme»: quand le pouvoir chasse à l'extrême droite

Difficile d'échapper, dans les médias, à la «polémique» suscitée par les propos de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, plus occupée à insulter la communauté universitaire et les musulmanEs qu'à se préoccuper de la situation dramatique que vivent les étudiantEs et les personnels du supérieur. Dénonçant des universités qui seraient gangrenées par le spectre de «l'islamo-gauchisme», elle a ainsi annoncé l'ouverture d'une «enquête» confiée au Conseil national de la recherche scientifique (CNRS)…

Ce terme creux et flou, sans aucune réalité scientifique, prend ses origines dans le vocabulaire de l'extrême droite et renvoie au sinistre spectre du «judéo-bolchévisme», synthèse de l'antisémitisme et de l'anticommunisme qui s'était diffusée partout en Europe au début du siècle dernier, particulièrement du côté de l'Allemagne nazie…

Cette nouvelle offensive raciste intervient dans un contexte global islamophobe très agressif entretenu par ce pouvoir. Ainsi, la présentation et le vote de la loi contre le «séparatisme» à l'Assemblée nationale ont été le prétexte à toutes les lubies et déclarations racistes d'une majorité au coude-à-coude avec la droite, l'extrême droite et, malheureusement, une large partie de la gauche. Et en dernier lieu, c'est bien le Rassemblement national qui tire profit de ces surenchères. Ce n'est pas la première fois que ce gouvernement entend faire barrage à l'extrême droite en lui empruntant ses thèses, à l'image du lamentable «débat» télévisé entre Darmanin et Le Pen il y a deux semaines au cours duquel le ministre de l'Intérieur s'est même vanté d'être plus dur que l'extrême droite…

Les personnels de l'enseignement supérieur ont bien raison: *«Vidal démission!»* Sa politique est à l'image de tout ce gouvernement, avec ses mesures racistes, liberticides et autoritaires qui filent le train et nourrissent la progression de l'extrême droite et de ses idées. Personnels de l'éducation, organisations syndicales et politiques, associations antiracistes, collectifs musulmans… la riposte est à construire de toute urgence, pour combattre l'islamophobie d'où qu'elle vienne, des sommets de l'État ou de l'extrême droite la plus rance…

BIEN DIT

J'ai trouvé une seconde famille [à la LCR], la fratrie que je n'avais pas eue […]. Ensuite, je me suis éloigné de la Ligue. Mais j'en ai gardé la conviction que notre monde est organisé en classes, et qu'on ne s'en tirera pas sans le remettre sur pied de manière pas forcément très douce.

Hervé Le Tellier (prix Goncourt 2020), *lemonde.fr*, 21 février 2021.

À la Une

Son «pari», nos priorités

En décidant, contre l'avis de nombreux scientifiques, d'élus et d'une partie de son gouvernement, de ne pas «reconfiner», Macron prétendait être en capacité de gagner un «pari». Le 19 février, il évoquait encore, dans une visio-conférence avec des députés de la majorité, un «scénario de résilience» permettant, selon un des participants, de travailler «dès maintenant sur une sortie des dispositifs de contraintes». Mais en l'espace d'un week-end, la tonalité des déclarations officielles s'est brusquement modifiée.

C'est en effet un tout autre scénario que dessinent depuis plusieurs semaines des chercheurEs et professionnelEs de santé, et que confirme aujourd'hui la réalité du terrain dans des villes comme Dunkerque et Nice, ou dans le département de la Moselle. Le déclin du variant originel du virus s'accompagne, sur certaines parties du territoire, de la rapide montée en puissance de nouveaux variants qui modifient la dynamique de l'épidémie. En une semaine la part de la souche «britannique» est passée de 25 à 36% dans l'ensemble du pays (à Dunkerque elle est de 72%); les variants «sud-africain» et «brésilien» correspondent désormais à 5% des cas. Ils ont tous en commun d'être plus contagieux, avec un risque d'emballement et de saturation à court terme du système hospitalier, comme ce fut le cas au Royaume Uni et au Portugal, et d'échapper largement au vaccin d'AstraZeneca pour le variant sud-africain.

Calculs politiciens au mépris de notre santé

Ce risque est déjà perceptible dans les hôpitaux des régions les plus touchées. Des évacuations sanitaires ont dû y être organisées. Les premiers signes apparaissent en Île-de-France où le nombre d'entrées journalières en réanimation est passé de 25 en janvier à 50. Dès le 14 février, une circulaire enjoignait aux agences régionales de santé (ARS) de passer en *«organisation de crise»* dans toutes les régions, de déprogrammer les actes chirurgicaux non urgents et de mobiliser tout le personnel disponible. Quant à la vaccination à pas de tortue organisée par le gouvernement, elle ne peut, à cette étape, avoir d'effet significatif..

La perspective de *«sortie des dispositifs de contraintes»*, tracée par le président, fait aujourd'hui place à l'annonce de nouvelles mesures d'aggravation des contraintes locales, comme c'est le cas à Nice où la préfecture vient d'ajouter un confinement du week-end aux décisions antérieures. Ce modèle pourrait s'étendre à d'autres régions, préfigurant un nouveau confinement généralisé si la «vague» touche l'ensemble du territoire.

Macron se trouve face à l'impasse de ses choix politiques. Faute de mesures sanitaires et sociales à la hauteur, le gros bâton des mesures répressives est le principal moyen dont il dispose pour agir.

Or il sait que la tolérance aux privations de libertés et à une vie réduite au métro-boulot-dodo s'amenuise. Sous couvert de «pari» il laisse donc la situation évoluer, au risque de nos vies et de notre santé, jusqu'au moment où le confinement s'imposera par la peur. Pitoyable calcul politicien d'un homme qui a déjà les yeux rivés sur la présidentielle de 2022.

Inverser les priorités

Il existe pourtant une alternative à ce «stop and go» des confinements et des mesures répressives.

Elle consisterait à donner la priorité effective et les moyens correspondant à des politiques sanitaires et sociales permettant de faire reculer l'épidémie et d'accélérer l'acquisition de l'immunité collective par une vaccination sûre, transparente et efficace. Les mesures contraignantes ne viendraient, le cas échéant, qu'en appui ponctuel à cette stratégie, et pourraient dans ces conditions être largement acceptées.

Les vraies priorités consisteraient à:

– Donner à l'hôpital les moyens et le personnel pour soigner et non pas continuer de fermer des lits et de réduire les effectifs;

– Décider démocratiquement, avec les intéresséEs, dans les établissements d'enseignement et sur les lieux de travail et de loisirs, des mesures efficaces pour se protéger, et donner les moyens concrets de les appliquer;

– Tester, mais aussi remonter les chaînes de contamination et permettre l'isolement rapide et efficace des personnes touchées par le virus, pour éviter sa propagation;

– Donner à chacunE les moyens de vivre, de se loger décemment, de se soigner;

– Partager le temps de travail;

– Réquisitionner les laboratoires pharmaceutiques, en finir avec les «brevets» pour permettre enfin une politique de vaccination à la hauteur des besoins.

C'est à cela que devraient servir les milliards du *«quoi qu'il en coûte»*, mais cela supposerait de ne plus gouverner dans l'intérêt de la minorité et d'imposer une autre répartition des richesses. Seule la puissance d'une mobilisation unitaire et déterminée permettra d'y parvenir.

Rassembler autour de la campagne unitaire sur les vaccins

Le très large arc de forces syndicales, associatives, qui s'est réuni autour de l'appel *«Brevets sur les vaccins anti-covid, stop»*, avec l'objectif concret d'imposer la fin des brevets et la réquisition de l'industrie pharmaceutique, le rassemblement en cours de toutes les composantes des différents appels sur ce sujet, le soutien que leur apportent les forces politiques, doivent permettre de peser, dès les mobilisations du 11 mars et du 7 avril, pour imposer nos priorités sans être à la merci des paris hasardeux et des contraintes insupportables et inefficaces de l'exécutif.

Jean-Claude Delavigne

GÉNÉRATION IDENTITAIRE

Contre l'extrême droite, Darmanin ne sera jamais un allié

Samedi 20 février, environ 500 personnes se sont retrouvées à Paris, place Denfert-Rochereau, à l'appel de Génération identitaire, menacée de dissolution. Un rassemblement autorisé par la préfecture, qui a en revanche fait le choix d'interdire de fait le contre-rassemblement antifasciste. Tout un symbole, et l'occasion de revenir sur l'opération de com' de Gérald Darmanin, qui ne servira nullement à lutter contre l'extrême droite et ses idées.

Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant: contrairement à ce que prétendent ses membres et ses défenseurs dans les médias, qu'ils soient éditorialistes, journalistes d'extrême droite ou pseudo-intellectuels, Génération identitaire (GI) n'est rien d'autre qu'un groupuscule fasciste, raciste, sexiste, homophobe et violent. Il suffit pour s'en convaincre de s'intéresser à leurs «actions» et/ou de consulter leurs productions écrites.

«Kebabs, voiles et mosquées n'ont rien à faire ici»

«En traversant certains quartiers, tu ne reconnais plus ton pays. L'islamisation gomme notre identité et au fond de toi, tu bous, tu ne le supportes pas. Kebabs, voiles et mosquées n'ont rien à faire ici. Tu le sens bien, c'est ta conviction profonde, inébranlable: chacun chez soi!» Cet extrait du *«pacte»* de Génération identitaire, sorte de profession de foi disponible sur leur site internet, est éloquent. Il s'accompagne d'un projet politique articulé, entre autres, autour de la défense d'une *«identité»* blanche et chrétienne face à *«l'invasion migratoire»*, de la perspective de la *«remigration»* (l'expulsion de l'ensemble des étrangers et des nationaux *«de papier»*) et d'un refus de toute société multiculturelle, assimilée au *«chaos»* et à *«la guerre au coin de la rue»*.

Des partisans d'une pureté nationale donc, en outre violemment hostiles aux droits des femmes et des LGBT, qui doublent leurs discours d'actions «de terrain», à vocation

Un monde à changer

LEUR COMMUNE ET LA NÔTRE. Il y 150 ans, le 18 mars 1871, commençait la Commune de Paris. Un évènement qui a donné lieu à une séance houleuse le 3 février dernier au Conseil de Paris. La droite (Les Républicains) est montée au créneau pour contester toute subvention à l'association « Les amies et amis de la Commune de Paris 1871 » au motif qu'elle *« glorifie les événements les plus violents de la Commune »*. Pas question de valoriser *« ce triste moment de guerre civile »*, a asséné un élu du 16e arrondissement.
D'après *le Monde*, un autre des agités de la droite a dit reconnaitre les *« idées généreuses »* de la Commune mais a dénoncé un autre aspect qui le hérisse : *« la confiscation des moyens de production »*. Le voilà, sans doute, le crime suprême aux yeux de ces représentants zélés du capital.
Face à cet assaut de la *« droite la plus bête du monde »*, pour reprendre l'expression d'un social-démocrate des années 1950, la majorité socialiste du Conseil buvait du petit lait. Ainsi, Patrick Bloche, l'adjoint d'Anne Hidalgo, qui présidait la séance, a déclaré fièrement : *« Ce qui me rassure, c'est que je crois au clivage entre la gauche et la droite, et vous l'avez illustré parfaitement, 150 ans après la Commune. »* Anne Hidalgo et la majorité municipale ont programmé toute une série d'initiatives à l'occasion de ce 150e anniversaire. Après tout, pourquoi pas, si cela accroit l'écho de l'anniversaire de ce moment où les prolétaires dans toute leur diversité sont montés *« à l'assaut du ciel »* pour reprendre l'expression de Marx, et se sont heurtés à l'impitoyable répression du pouvoir incarné par l'ignoble Adolphe Thiers (au passage, s'il y a des rues et avenues à débaptiser, ce sont en premier lieu celles qui célèbrent son nom) ?
Mais il faut se souvenir que cette majorité municipale est avant tout hégémonisée par des sociaux-libéraux (très libéraux et peu sociaux) qui, depuis des années, mènent à Paris et sur l'ensemble du territoire des politiques bien éloignées de l'action de la Commune, laquelle avait, par exemple, tenté de s'attaquer frontalement aux difficultés de paiement des loyers. Ces gens-là sont les héritiers de ces « socialistes » qui régulièrement au cours de notre histoire ont trahi les mobilisations populaires, voire les ont réprimées.
En cette année anniversaire, il faut s'opposer aux calomnies sur la Commune et aussi ne pas tomber dans les tentatives d'en faire une *« icône inoffensive »* – pour reprendre une expression de Lénine. C'est dans nos initiatives et nos luttes qu'il faut faire vivre la Commune.

Programme des initiatives de l'association « Faisons vivre la Commune »
https://faisonsvivrelacommune.org/
Numéro spécial de janvier de l'Anticapitaliste mensuel sur la Commune de Paris, articles disponibles sur https://lanticapitaliste.org/category/notre-presse/revue-lanticapitaliste-ndeg122-janvier-2020

« SÉPARATISME » Une loi pour « conforter les principes républicains », vraiment ?

Annoncée par Macron, le 12 octobre 2020 aux Mureaux, la loi « séparatisme » a été adoptée le 16 février à l'Assemblée nationale et sera examinée au Sénat à partir du 30 mars. Ce vote, avec 353 voix pour, 65 abstentions et 151 contre, est le marqueur raciste et régalien du quinquennat. Retour sur les débats et les positionnements autour de cette loi.

À l'issue des votes, Darmanin et Schiappa ont déclaré, dans un communiqué commun, *« s'engager solennellement à lutter contre l'islamisme et le repli identitaire en y apportant des réponses concrètes »*. Ils peuvent être effectivement satisfaits : les 51 articles de cette loi apportent plus d'outils sécuritaires, la macronie sort renforcée (253 députés LREM votent pour) – peu importe que ce soit sur le terrain privilégié du RN – et toute une partie de l'opposition dite de gauche ne s'est pas opposée franchement à cette loi scélérate.

Leurs « réponses » : plus de contrôle et de répression

Les contrôles administratifs des associations et clubs sportifs seront renforcés. Pour recevoir des subventions il faudra signer un *« contrat d'engagement républicain sur le respect des principes et valeurs de la république »*. Cela s'accompagne d'une extension des motifs de dissolution des associations qui menacent « l'ordre public ». Le débat sur le voile dans l'espace public, au grand regret de Marine Le Pen, a été évacué. Mais pas totalement puisque la neutralité des agents des services publics est étendue aux agents du secteur privé chargés d'une mission de service public, avec toutes les obligations qui vont avec, notamment l'interdiction du port du voile.
Les seules réponses à la haine en ligne ou aux pressions sur des fonctionnaires et élus se résument à une répression accrue : des peines de prison allant de trois à cinq ans accompagnées d'amendes de 45 000 à 75 000 euros. Rien sur la prévention de tels agissements comme, par exemple, le renforcement des moyens de l'éducation nationale, le déploiement de services publics sur tous les territoires, un emploi pour tous et toutes…
Le fichier FIJAIT relatif aux auteurs d'infractions terroristes s'étend désormais aux auteurs de délits relatifs à la provocation et l'apologie d'actes terroristes, des notions mal définies. Ces auteurs seront interdits de travail auprès du public.

Une loi islamophobe

L'affichage de cette loi est la chasse à « l'islamisme » mais les conséquences seront bien l'accentuation de la discrimination contre les musulmanEs ou supposéEs telEs. Macron ne s'en était pas caché : *« Pour mettre fin aux discours de haine dans les lieux de culte, les préfets pourront fermer les mosquées pendant deux mois s'ils jugent que les sermons incitent à la haine »*. La loi traduit cette volonté présidentielle par un contrôle accru sur les mosquées, une obligation de déclarer les dons reçus de l'étranger, le passage du statut des activités cultuelles islamiques de la loi 1901 à la loi de 1905, plus contraignante. Et un alourdissement du contrôle sur toutes les activités de leurs associations culturelles.
Plus profondément, il s'agit de réduire au silence les musulmanEs et leurs organisations, de les harceler en les rendant responsables des discriminations qu'ils et elles dénoncent.

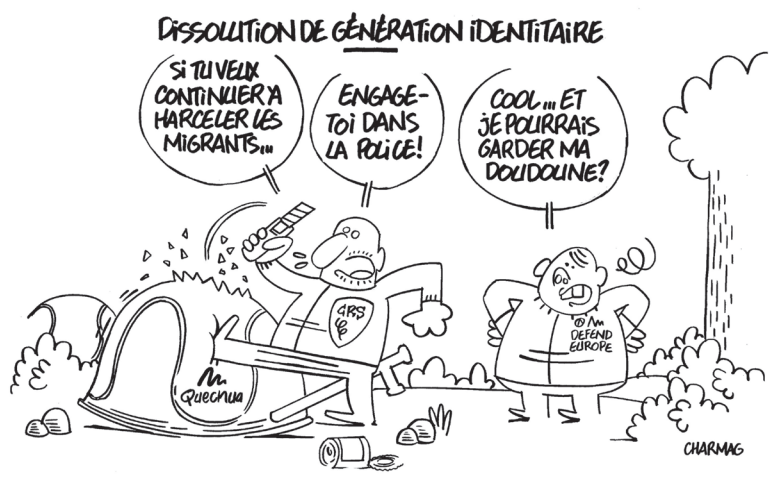
Des députés « de gauche » pas franchement dans l'opposition

Si les 17 députés de la FI ont touTEs voté contre cette loi, huit députés du groupe du PCF se sont abstenus, dont plusieurs « ténors » : Fabien Roussel, André Chassaigne, Marie-George Buffet ou encore Stéphane Peu… Celui-ci a expliqué qu'il s'était abstenu non pas en raison de ce que contenait la loi mais plutôt en raison de ce qui n'y était pas ! Ce qui signifie qu'il n'a pas trouvé les raisons dans le texte proposé de voter contre… Elsa Faucillon, qui a voté contre, explique pour sa part, et à juste titre, que cette loi participe du vrai-faux duel Le Pen/Macron pour 2022. Le Pen ne s'y est pas trompée, qui s'est seulement abstenue !
Nous devons continuer de nous opposer à cette loi, qui non seulement jette à nouveau le discrédit sur tous les musulmanEs, mais sème aussi la division dans notre classe et renforce les mécanismes de discrimination, par le développement d'une défiance et d'un racisme devenu hélas quasiment « légal ».
Roseline Vachetta

médiatique, en premier lieu contre les migrantEs, mais aussi contre les mouvements antiracistes. Ces opérations « grand public » dissimulent mal les autres actions de militants de GI, qui ont multiplié, au cours des dernières années, les attaques contre des locaux et des militantEs antiracistes et antifascistes, mais aussi contre des passantEs pas assez « gaulois » aux yeux de ces néonazis.

Contre les fascistes, en toute indépendance

À l'instar des autres organisations d'extrême droite, GI est un poison pour notre camp social et pour toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'émancipation individuelle et collective, les véritables ennemis des néofascistes. À ce titre, nous n'avons aucune illusion quant à l'opération « dissolution » initiée par Darmanin, qui s'inscrit dans un dangereux plan de com' visant à faire de l'extrême droite le seul adversaire de Macron tout en reprenant à son compte ses sujets de prédilection. Les motifs de dissolution invoqués par le ministère de l'Intérieur pourraient ainsi faire sourire si la situation n'était pas aussi grave, puisque Darmanin, principal promoteur de la loi « séparatisme », reproche à GI *« une idéologie incitant à la discrimination »*, le fait que le groupe *« cherche à attiser le ressentiment d'une partie de la population à l'encontre des étrangers »* ou qu'il pratique « [l']*amalgame entre la religion musulmane et l'idéologie islamiste »*…
Aucune confiance donc dans une procédure initiée par un ministre et un pouvoir raciste et autoritaire, qui espèrent sortir renforcés de cette manœuvre, et dont on sait par ailleurs qu'ils n'hésiteraient pas – comme ils l'ont fait avec le CCIF – à recourir aux mêmes procédés contre des organisations progressistes ou de la gauche radicale, y compris la nôtre. Nous partageons en outre le point de vue de nos camarades de la Horde lorsqu'ils écrivent « [qu']*une ne dissolution ne ferait que redynamiser le mouvement en lui donnant à peu de frais une image de martyr et de rebelle »*. La lutte contre les extrêmes droites est d'une actualité brûlante, mais l'État et le gouvernement ne seront jamais des alliés pour un tel combat, qui doit être celui de tous les antifascistes, de l'ensemble du mouvement social et de la gauche radicale et révolutionnaire.
Julien Salingue



Le chiffre

102

C'est le nombre de lingots d'or qui ont été cachés dans un compte ouvert au Luxembourg, pendant 12 ans, par la maire de Puteaux et ancienne suppléante de Nicolas Sarkozy Joëlle Ceccaldi-Raynaud, avant d'être transférés en urgence lorsque la justice a commencé à s'y intéresser. Une histoire rocambolesque à lire sur Mediapart (article du 21 février).

Agenda

Jeudi 25 février, réunion publique en ligne du NPA Orléans : « Face à la faillite du système, nos réponses anticapitalistes ». À 20 h, Facebook : NPA Orléans 45, Twitter : @NPA_45, NPA45.org.

Mercredi 3 mars, *l'Anticapitaliste l'émission* spéciale 8 mars. À 21 h sur Facebook, Youtube, Twitter.

Dimanche 7 mars, rassemblement féministe festif et politique, Paris. De 13 h à 17 h, place de la République.

Lundi 8 mars, journée de grève féministe et de manifestation, Paris. À 12 h à Port-Royal (départ 13 h), en direction de République.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

Ils rêvent d'un monde où la viande n'existe plus. Ils rêvent d'imposer leurs idéologies minoritaires, destructrices de nos valeurs communes. Dans le sillage de leur dogme, la fin de l'élevage français. Pour moi, c'est non.

FRANÇOIS JOLIVET (député LREM), à propos du « repas unique sans viande » dans les cantines scolaires de Lyon, Twitter, 22 février 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 0419 P 11508
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 6 500 exemplaires
Directeur de publication : Julien Salingue
Secrétaire de rédaction : Julien Salingue
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 22 Fax : 01 48 59 23 28 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

n°557 | 25 février 2021 | l'Anticapitaliste

RWANDA De nouvelles preuves de la complicité française dans le génocide

Tout finit par se savoir un jour. L'adage est aussi vrai pour les crimes auxquels le pouvoir français est associé au Rwanda, notamment le génocide des Tutsis qui a fait entre 800 000 et un million de victimes entre avril et juillet 1994 dans ce pays.

On savait depuis longtemps que l'exécutif français, à la tête duquel se trouvait alors François Mitterrand, avait pris fait et cause pour le parti des bourreaux et non des victimes, au moment où le génocide se déroulait. Des manifestations associatives (LDH, MRAP....) eurent lieu pendant les événements, qui pointaient déjà la responsabilité des autorités françaises dans leur choix de soutenir le régime en place au Rwanda, organisateur du génocide.

Mitterrand aux commandes

Ces choix étaient en bonne partie dus à Mitterrand en personne. Celui-ci, ancien ministre « de l'Outre-mer » (autrement dit, des Colonies) en 1950, était resté toute sa vie durant l'adepte d'une grille de lecture des politiques africaines qui découpait le continent en zones d'influence. Et il analysait le conflit au Rwanda, entre un gouvernement qui adoptait des mesures racistes au nom des prétendus intérêts de la population Hutu, et le mouvement de guérilla du Front patriotique rwandais (FPR, aujourd'hui au pouvoir à Kigali) s'appuyant essentiellement sur des membres de la minorité des Tutsi, comme un complot des puissances anglo-saxonnes – qui soutenaient selon lui le FPR – pour réduire la zone d'influence française.

Au cours de la dernière phase du génocide, Patrick de Saint-Exupéry, envoyé sur place par *le Figaro*, avait assisté aux événements et observé les mouvements de l'armée française dans le cadre de l'opération « Turquoise » déclenchée le 22 juin 1994. Le journaliste avait pu constater que l'armée française avait trouvé des survivants du génocide sur la désormais fameuse colline de Bisesero – lieu où des milliers de rescapéEs avaient pu résister pendant des semaines aux tueurs – mais les avait laissés seuls entre les mains de leurs bourreaux pendant trois jours, avant de se résoudre à y revenir. Une association comme Survie a toujours milité pour rendre publique cette vérité.

Juppé ordonne d'exfiltrer les génocidaires

Une nouvelle enquête, s'appuyant sur des éléments puisés dans les archives, vient de jeter une lumière crue sur l'ombre qui entourait ces horreurs. *Mediapart* a en effet publié, le 14 février, un article de Fabrice Arfi qui relaie des recherches de l'universitaire François Graner, membre de l'association Survie. En juin 2020, le Conseil d'État avait forcé l'exécutif à permettre un accès aux archives laissées sous la présidence de François Mitterrand. François Graner y a trouvé notamment un échange de télégrammes entre Yannick Gérard, ambassadeur français à Kigali, et le cabinet d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères. Gérard, conscient de qui étaient les génocidaires, avait notamment alerté le Quai d'Orsay sur la présence de leurs dirigeants dans la zone contrôlée par l'armée française dans le cadre de l'« opération Turquoise ».

Gérard proposait, concernant ces dirigeants, dont plusieurs avaient ouvertement appelé à *« l'élimination physique des Tutsis »* de *« les arrêter ou de les mettre immédiatement en résidence surveillée »*. Mais le 15 juillet 1994, Bernard Emié, alors conseiller d'Alain Juppé – et aujourd'hui dirigeant de la DGSE – lui intimera de laisser ces dirigeants quitter discrètement la zone contrôlée par l'armée française, et suggérera à l'ambassadeur de s'appuyer sur des acteurs africains *« en ne* [s'] *exposant pas directement »*.

Une nouvelle preuve de la couverture fournie par la France officielle aux génocidaires, qui montre en outre l'implication directe de l'entourage d'Alain Juppé. La France avait alors un gouvernement de cohabitation, et l'essentiel de la responsabilité de la politique au Rwanda était jusqu'ici attribuée à l'Élysée (Mitterrand et son conseiller Hubert Védrine). Leur responsabilité reste entière mais la droite, qui gouvernait alors sous la présidence mitterrandienne, y a activement participé.

Bertold du Ryon

BIRMANIE Après le coup d'État, grève générale contre la junte militaire

Le mouvement de résistance contre l'ordre militaire s'est encore renforcé, comme l'illustre le succès de la journée du 22 février.

Wikimedia Commons

Le Mouvement de Désobéissance civile avait lancé un appel à la grève générale pour ce lundi 22 février 2021, trois semaines après le coup d'État du 1er février. Selon le quotidien birman *The Irrawadi* et la presse internationale, le succès a été au rendez-vous, avec une grève territoriale à l'échelle du pays : bureaux, entreprises, marchés, commerces, restaurants fermés ; quartiers barricadés, routes coupées.

Répression

La junte militaire avait pourtant tenté de contenir ce succès en accentuant la répression : plus de 400 arrestations ; parfois tirs à balles réelles. À Naypyidaw, capitale administrative, Mya Thwet Thwet Khine, une jeune épicière qui n'avait pas 20 ans, a été tuée. Son enterrement a été suivi par une longue procession motorisée, alors qu'une manifestation en sa mémoire se tenait à Rangoon (Yangon). Cet assassinat a radicalisé la protestation.

Une autre grande manifestation avait eu lieu dans le port de Mandalay, où les forces de sécurité, alors qu'elles tentaient d'imposer la reprise du travail à des grévistes refusant de charger un navire, ont abattu deux personnes,.

Le lundi 22 février, l'armée a pris des mesures préventives, déployant des chars, érigeant des barricades et positionnant des convois militaires afin de fermer l'accès aux centres urbains. Cela n'a pas dissuadé les manifestantEs qui ont démantelé les barricades ou se sont rassemblés devant, face aux soldats.

Résistance tous azimuts

La résistance a regroupé dès le début un vaste éventail de composantes, avec en pointe le personnel soignant et la jeunesse scolarisée (la « Génération Z »), le puissant secteur public et des salariéEs du privé, des entrepreneurEs et commerçantEs... L'opposition s'est étendue au fil des semaines. Un syndicat animé par des femmes dans une zone industrielle de Rangoon contribue à amplifier les manifestations dans le centre-ville. Les groupes LGBT sont très actifs. Une mobilisation paysanne prend forme. Des policiers se rangent du côté des manifestantEs. Des moines bouddhistes affichent leur soutien (mais pas l'establishment religieux). Les manisfestantEs ont fait le choix de la non-violence, combinant actions « fluides » et rassemblements statiques massifs. De fait, il n'y a, semble-t-il, pas eu de répression brutale le 22 février. La résistance s'est rapidement dotée d'un cadre de coordination : le Mouvement de Désobéissance civile. Il vise à assurer la poursuite de la lutte dans la durée et la solidarité. Faire grève en Birmanie n'est pas sans conséquence. Même les fonctionnaires (salariéEs du secteur public) se retrouvent sans revenus : pas de syndicats et de caisses de grève à même de les soutenir. Et si le combat échoue, c'est leur emploi qui est en jeu. De nombreuses initiatives localisées ont été prises, notamment par des personnalités, pour aider leurs familles en offrant hébergement, nourriture... L'existence du MDC a facilité cette entraide, même s'il ne s'agit que d'une réponse partielle et temporaire.

La victoire est cette fois possible

La création du MDC est l'une des différences marquantes d'avec le précédent grand mouvement contre l'ordre militaire, initié le 8 août 1988 par des étudiantEs, avocatEs, médecins et, déjà, des fonctionnaires. Il s'opposait alors au régime « socialiste » et dictatorial de Ne Win. Le mot « socialiste » n'avait certes pas le contenu qu'on lui accorde généralement. La junte précisait d'ailleurs *« socialiste et anticommuniste »*...

Nul n'ignore en Birmanie le massacre de 1988 (quelque 3 000 mortEs). L'histoire n'est cependant pas condamnée à se répéter. L'ampleur du mouvement actuel (« Quatre Deux », pour le 22/02/21) serait notablement plus grande qu'alors (« Quatre Huit », pour le 08/08/1988). Le pays n'est plus isolé. L'armée commande deux puissants conglomérats économiques dont les profits dépendent des échanges régionaux (Singapour est le premier investisseur). La formation des officiers supérieurs, à commencer par celle du général Min Aung Hlaing, est bien différente de l'état-major de Ne Win.

Le coup d'État du 1er février montre que les militaires ne veulent rien céder de leur pouvoir mais, face à la puissance de la mobilisation, ils peuvent tenter de jouer la montre plutôt que d'opter pour le bain de sang. Il n'y a cependant pas de retour en arrière envisageable. La détermination du mouvement reflète le sentiment qu'il n'y a pas d'autre issue tolérable que la victoire – et que la victoire est cette fois possible.

Pierre Rousset

ÉTATS-UNIS Catastrophe climatique au Texas

Le changement climatique et les politiques des Républicains se sont combinées au Texas ces derniers jours pour produire une catastrophe qui a laissé des millions de personnes sans électricité, sans chauffage et sans eau, la température tombant sous le point de congélation et la neige et la glace recouvrant l'État, faisant au moins 70 morts.

Ce froid sévère, rare dans cet État, est un exemple supplémentaires des conditions météorologiques extrêmes, qui se présentent également sous la forme d'inondations et de feux de forêt, que le changement climatique a amenées aux États-Unis.

Une économie dominée par le pétrole et le gaz

Il y a vingt ans, les Républicains ont repris le poste de gouverneur et la majorité des élus du Texas (tant à la Chambre qu'au Sénat), puis ils ont déréglementé et négligé les systèmes énergétiques de l'État, ce qui a conduit à cette catastrophe. Le gouverneur Greg Abbott et d'autres Républicains, dont le parti est alimenté par l'industrie pétrolière et gazière de l'État, a imputé la crise à la défaillance des éoliennes et prévient maintenant que Alexandra Ocasio-Cortez, son « Green New Deal » et les éoliennes vont détruire l'économie de l'État.

Le Texas, près de 25% plus grand que la France, a une population diversifiée de 29 millions de personnes, 40% de blancs, 40% de latinos, 13% de noirs et 5% d'asiatiques. L'économie de l'État est dominée par la production de pétrole et de gaz, et le Texas est le plus gros producteur du pays. Les milliardaires pétroliers et financiers texans, dirigés par Midland Energy, ont financé le Parti républicain à la fois dans l'État et au niveau national. La combinaison d'une économie basée sur le pétrole et de la politique du Parti républicain a signifié le déni du changement climatique ainsi que la déréglementation et l'irresponsabilité.

Comment la catastrophe a-t-elle pu arriver ?

Les températures au Texas varient généralement entre 15 et 21°, mais la semaine dernière, après que le vortex polaire a baissé au-dessus des États-Unis, Houston avait des températures de – 8° et Dallas a atteint – 16° le 15 février, les températures les plus basses depuis environ 30 ans. Les systèmes électriques, de chauffage et d'eau sont tombés en panne dans les habitations, les cliniques et les hôpitaux. Les cliniques ne pouvaient pas donner aux patientEs leurs traitements de dialyse, tandis que les tempêtes ont interrompu les vaccinations Covid. Les immenses ranchs et fermes ont perdu des animaux et des récoltes d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. À mesure que les conduites d'eau éclataient dans les maisons, de la glace se formait sur les lampes et les ventilateurs des plafonds. Comment cela a-t-il pu arriver ?

Le Texas est le seul État qui possède son propre réseau électrique ; tous les autres sont reliés aux systèmes d'interconnexions de l'est et de l'ouest, ce qui leur donne une plus grande capacité à répondre aux variations de la demande énergétique. L'énergie de l'État provient de plusieurs sources : 46% de gaz naturel, 23% d'énergie éolienne, 18% de charbon et 11% de nucléaire. Face au gel, le réseau électrique de l'État, géré par l'Electric Reliability Council of Texas (ERCOT), a échoué. Les politiciens ont créé et maintenu leur système particulier et son organisme de direction pour échapper à la réglementation fédérale. Le Texas avait été averti en 2011 que son système devait être mis à niveau pour faire face à des températures plus froides, mais ERCOT ne l'a pas fait. Toutes les formes de production d'électricité ont connu des défaillances pour des raisons diverses, les éoliennes en raison de l'incapacité du gouvernement de l'État à les adapter aux conditions hivernales.

Dans la foulée de la crise du covid

En pleine crise, l'un des principaux politiciens républicains du Texas, le sénateur Ted Cruz, s'est envolé avec sa femme et ses enfants pour séjourner dans un hôtel de luxe à Cancún au Mexique. Des voyageurs ont pris des photos de Cruz à l'aéroport et dans l'avion, les ont publiées sur les réseaux sociaux et elles sont devenues virales, ce qui a provoqué un tollé public. Cruz a dû acheter un billet de retour et revenir le lendemain au Texas.

L'échec du système énergétique texan fait suite à la mauvaise gestion du coronavirus par l'État. Depuis le début de la pandémie, le Texas a eu 41 981 morts ; ce qui en fait le deuxième État, après la Californie, parmi le demi-million de décès à l'échelle nationale. Après les fermetures initiales, le gouverneur Abbott a déconfiné l'État et cédé aux chrétiens évangéliques : il a permis aux services religieux de se poursuivre, et bientôt le Texas est devenu le premier État à atteindre un million de cas.

L'échec lamentable du Parti républicain du Texas à faire face à la fois à la pandémie Covid et à la crise énergétique pourrait jeter les bases d'un changement politique qui permettrait aux Démocrates de reprendre le gouvernement de l'État, mais cela ne résoudrait les problèmes que si les démocrates étaient capables de rompre réellement avec les politiques pro-business.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

TURQUIE Opération désastre pour Erdogan

Le président turc Erdogan veut en finir avec le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), c'est ce qu'il martèle à longueur de discours.

L'opération lancée, entre le 10 et le 13 février, dans la région du Kurdistan d'Irak contrôlée par le Parti des travailleurs du Kurdistan, visait officiellement à libérer les prisonniers turcs retenus par le HPG, la branche armée du PKK. Officiellement car le déploiement de cette énorme opération, appuyée par des dizaines de F-16, des drones et une flotte d'hélicoptères de combat, qui ont pilonné la région de Garê pendant quatre jours, visait probablement à capturer, ou plus probablement à éliminer physiquement la direction militaire du PKK, et en particulier Murat Karayilan, la bête noire du président turc.

DR

Mensonges et répression

Dans cette région escarpée, truffée de grottes, et malgré les énormes moyens déployés, le fiasco a été total. Les renseignements sur la base desquels l'opération a été lancée étaient apparemment faux, les troupes turques n'ont pas trouvé de dirigeant militaire et se sont heurtées à une résistance farouche de la part des guérillas présentes dans le camp. Mais au passage, ils ont apparemment asphyxié les prisonniers retenus dans une grotte et 15 membres des guérillas qui les protégeaient ont été tués dans l'assaut. Erdogan a immédiatement accusé le PKK d'avoir « liquidé » les prisonniers, hypothèse peu crédible puisque le PKK n'a jamais exécuté des prisonniers et est signataire de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre depuis 1995.

Les prisonniers morts, tous membres de la police, soldats et agents du MIT (les services secrets turcs) ayant été emportés et enterrés immédiatement par les forces turques, une enquête internationale sur les véritables causes de leur mort semble peu probable. Car qui l'appuierait ? Sûrement pas la Turquie bien sûr, mais pas plus le gouvernement du Kurdistan d'Irak, qui a toléré cette invasion.

Le président turc a donc eu les mains libres pour accuser le PKK et en profite pour arrêter par centaines (718 depuis le 12 février) les militantEs et les éluEs du HDP en Turquie, sous prétexte de « complicité ». Le 14 février, le ministre de l'Intérieur turc appelait à *« découper Murat Karayilan en mille morceaux »* sur Twitter, propos surprenants de la part d'un ministre d'un pays prétendument démocratique.

Dans le même temps les procès s'enchaînent en Turquie, un cas emblématique étant celui d'Eren Keskin, une défenseure des droits humains très connue, avocate et vice-présidente de l'Association des droits humains en Turquie (IHD). Elle a déjà été arrêtée, poursuivie et emprisonnée à de nombreuses reprises, et vient d'être condamnée à six ans et trois mois de prison, avec bien d'autres procès en cours et condamnations à venir, le total des peines qu'elle encourt s'élevant à 26 ans de prison.

« Cela a déjà été fait à Paris »

Mais la cerise sur le gâteau en matière de crimes commis par un État-voyou a été offerte dans une émission diffusée en direct sur la chaîne de télévision CNN Türk le 16 février 2021, quand Ismail Hakkı Pekin, ancien chef du département des renseignements généraux de l'armée turque, a désigné comme cibles les représentants du KCK (Union des communautés kurdes), déclarant qu'ils devaient être visés en Irak, en Syrie et en Europe. *« Ils ont aussi leurs éléments en Europe,* a-t-il dit. *Nous devons faire quelque chose dans ce sens en Europe. Cela a déjà été fait à Paris… »*

Cette phrase incroyablement provocatrice fait tout simplement référence à l'assassinat en plein Paris des trois militantes kurdes Rojbin, Leyla et Sakine, et constitue un aveu arrogant de l'implication directe de l'État turc dans ces meurtres.

L'agence de presse kurde Firat News (ANF) s'est entretenue avec Erich Schmidt-Eenboom, spécialiste des services de renseignement allemands, concernant les déclarations de Pekin qui contiennent une reconnaissance de la responsabilité de la Turquie dans l'assassinat en janvier 2013 des trois militantes kurdes.

Décrivant le meurtre des trois militantes kurdes comme du *« terrorisme d'État »*, l'expert des services de renseignement allemands a dit : *« Si la France ne veut pas laisser le terrorisme d'État de la Turquie impuni, elle pourrait faire quelque chose après les paroles de Pekin. »*

Et c'est bien là le cœur du problème. Le gouvernement français et Emmanuel Macron veulent-ils se confronter à Erdogan et à l'État turc ? Pour le moment la réponse est non, de toute évidence. Mais cette lâcheté risque d'être difficile à assumer à long terme.

Mireille Court

KOSOVO Victoire sans précédent de Vetëvendosje (« autodétermination »)

Le 14 février, le parti qui se présente comme « nationaliste de gauche » a remporté 48 % des suffrages aux élections législatives – un score qu'aucun parti n'a atteint depuis la mise en place du protectorat international après la fin de la guerre de l'Otan en 1999 ou dans le cadre de l'État indépendant auto-proclamé en 2008[1].

Ces élections surviennent après des années de crises constitutionnelles et politiques, et en pleine pandémie. En décembre, la Cour constitutionnelle a provoqué ces législatives anticipées en invalidant le gouvernement en place dont la ratification parlementaire avait été acquise de justesse en comptant le vote d'un député condamné par la justice. En novembre, le président Hashim Thaçi dirigeant historique du Parti démocratique du Kosovo (PDK) – un des commandants de l'UCK, armée de libération du Kosovo – inculpé par la Cour de la Haye, avait été déchu. Il attend son jugement pour crimes de guerre.

Des supporters de VV. Birn

Le parti Vetëvendosje

Vetëvendosje (VV) a, de son côté, connu des évolutions et crises majeures. Il affichait lors de sa création en 2004 *« un profil ethno-nationaliste »*[2] et prônait l'union avec l'Albanie. Son discours devenant plus social et dénonçant la corruption lui a valu une popularité croissante, d'autant qu'il s'adressait aussi aux Serbes du Kosovo : la recherche d'entente avec eux a été privilégiée sur les « négociations » avec Belgrade, menées de façon opaque par le président Thaçi sous pression de l'administration Trump. Celle-ci prônait des transferts de populations vers de nouvelles frontières ethniques comme condition d'une reconnaissance par Belgrade de l'indépendance du Kosovo. Tout en refusant cette logique, VV évoluait vers une politique de souveraineté populaire démocratique répondant aux besoins concrets de la population du Kosovo. Mais, sur arrière-plan de contradictions entre orientations sociales et recherche d'une reconnaissance internationale, le fonctionnement interne de VV a provoqué en 2018 une *« autodestruction du parti »*[3] faute de modalités démocratiques d'expression des désaccords – notamment à l'égard du principal dirigeant, Arbin Kurti.

Contradictions majeures

L'actuelle victoire électorale survient néanmoins après plusieurs années d'ancrage local du parti grâce à ses succès aux municipales – notamment à Pristina, mais aussi après une faible majorité aux législatives de 2019. Celle-ci conduisit à une précaire alliance gouvernementale de VV avec la Ligue démocratique du Kosovo (la LDK du dirigeant historique Ibrahim Rugova), de centre-droit. Arbin Kurti assuma la tête du gouvernement pendant quelque 50 jours et non sans désillusion populaire face à la faiblesse des politiques sociales réalisées. C'est une motion de censure initiée par la LDK qui l'a fait tomber en mars 2020. À l'arrière-plan : des actions spectaculaires menées par Kurti (lui valant une condamnation) sur des enjeux de frontières.

Contre les désillusions populaires, VV a multiplié les promesses : dissoudre l'Agence de privatisation, créer un fonds souverain de gestion des entreprises publiques, assurer la gratuité des frais de scolarité pour les étudiantEs, des congés parentaux et des services de protection sociale notamment pour les mères célibataires et les personnes âgées. Il a rallié un vote massif de la diaspora (un tiers de la population, qui rapporte 60 % du budget du pays) et des femmes (61 % contre 47 % des hommes). Albin Kurti déclare vouloir *« en finir avec l'ancien régime »* en répondant à des priorités sociales. Il espère une intégration du Kosovo avec l'ensemble des Balkans de l'Ouest[4] dans l'UE. Ce sont des défis sources de contradictions majeures.

Catherine Samary

1 – Reconnu par 93 des 193 membres de l'ONU.

2 – *Le Courrier des Balkans*, 28 avril 2020.

3 – *Le Courrier des Balkans*, 30 janvier 2018.

4 – Ils regroupent les pays issus de l'ancienne Yougoslavie et l'Albanie, reconnus par l'UE comme candidats potentiels, le Kosovo étant doté d'un statut ad hoc.

MALI Barkhane, l'obstacle au dialogue

Lors de la réunion du G5 Sahel le 16 février, Macron a déclaré vouloir décapiter les groupes djihadistes et confirmer la présence militaire de la France dans cette région. Pourtant de nombreuses voix en France comme au Sahel mettent en cause son efficacité.

Les buts affichés lors de l'intervention Serval au Mali puis Barkhane au Sahel sont loin d'être atteints. Il s'agissait de bloquer l'avancée des djihadistes, sécuriser le pays et éradiquer le terrorisme. Résultat, les djihadistes n'ont pas été défaits et se sont unifiés dans le « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ». Seul l'État islamique dans le Grand Sahara est resté indépendant. Les combattants islamistes se sont répandus sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne. Un nouveau foyer s'est même développé au centre du Mali. Enfin les attaques terroristes sont en forte augmentation, la dernière en date, au Niger, a fait une centaine de morts.

Wikimedia Commons

Crise politique

Au Mali, la crise sociale et politique perdure. Apparue au grand jour lors du coup d'État contre Amadou Toumani Touré en 2012, elle s'est prolongée par un nouveau coup d'État qui a déposé Ibrahim Boubacar Keïta à l'été 2020. En arrière-plan se développent des mobilisations massives contre le pouvoir incapable de répondre aux attentes des populations. L'inefficience de l'État, la corruption des élites et la raréfaction des ressources aiguisent les tensions entre communautés.

La force des djihadistes est d'être capables d'exploiter ces conflits en les exacerbant. Par exemple, les groupes islamistes vont s'ériger en protecteur des peuls contre les razzias de troupeaux. En parallèle, ils proposent des activités rémunératrices aux jeunes dans les différents trafics ou en les intégrant dans les katibas, leurs unités ombattantes. Ainsi ils se construisent une base sociale.

Fausse réponse

L'intervention française contribue à aggraver la situation en apportant une réponse militaire à une crise qui est avant tout politique. En soutenant les forces maliennes mais aussi des milices communautaires responsables d'exactions, les troupes françaises ne font qu'accentuer la spirale de violences inter-ethniques.

Les civils paient le prix fort de cette politique quand ils ne sont pas les victimes de dommages collatéraux. C'est le cas du village de Bounti où des villageoisES ont subi un bombardement aérien opéré probablement par deux mirages français.

Le coût humain et financier de l'intervention française commence à fissurer l'union nationale qui s'était créée au début de l'intervention. Comme à chaque fois, il est toujours plus facile d'entrer en guerre que d'en sortir.

Le gouvernement français s'est enfermé dans une logique militariste. Cette logique s'appuie sur le refus de discuter avec les djihadistes. Ce qui dans les faits, ferme la porte à toutes les discussions, y compris locales. Pourtant c'est le moyen de promouvoir des solutions de coexistence acceptables par tous et qui seraient garanties par la collectivité. En effet, le premier objectif majeur est bien de casser ces spirales de violence qui se développent un peu partout dans le pays. Le bellicisme de Macron soutenu par les lobbys de l'industrie de l'armement prend le chemin inverse.

Paul Martial

VU D'ISRAËL : « SI VOUS ÊTES POUR LA PAIX, REJETEZ CETTE PAIX »

Les PalestinienEs et la droite israélienne comprennent que les accords d'Abraham sont un outil pour enraciner l'apartheid. La gauche sioniste ne comprend toujours pas.

Le 15 octobre, un événement unique s'est produit à la Knesset [Parlement israélien]. L'accord très applaudi entre Israël et les Émirats arabes unis a été présenté au Parlement pour un vote, quelques semaines après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu les a signés sur la pelouse de la Maison Blanche. Une majorité écrasante de 80 membres de la Knesset a ratifié l'accord – du parti libéral sioniste Meretz au Likoud de Netanyahu, en passant par la Yamina, nationaliste et religieuse, de Naftali Bennett. Seuls 13 des 120 membres de la Knesset ont voté contre : tous étaient membres de la Liste commune, l'alliance de quatre partis représentant les citoyenEs palestiniens d'Israël.

Faire céder les PalestinienEs

Du point de vue de la droite israélienne, le principal objectif de ces accords est ainsi de consolider son pouvoir et d'affaiblir davantage la lutte palestinienne contre l'occupation et l'apartheid. En prime, ces accords ont offert une couverture positive aux administrations de Netanyahou et de Trump, par ailleurs très impopulaires, qui ne parviennent pas à gérer la pandémie de coronavirus et ses répercussions économiques, et qui sont confrontées à des conséquences juridiques et à la pression de l'opinion publique sur leur corruption.

Pour sa part, Netanyahou est extrêmement direct sur le lien entre son programme de normalisation et l'occupation israélienne. *« Les Palestiniens disent que nous devrions nous replier sur les frontières de 1967 et diviser Jérusalem, ce qui est absurde »*, a-t-il déclaré à la radio de l'armée israélienne en août, après l'annonce des accords d'Abraham. *« J'ai supposé que nous devions initier un concept entièrement différent : la paix en échange de la paix, la paix obtenue depuis une position de force »*.

Ainsi, non seulement les accords ne font rien pour promouvoir la fin de l'occupation, mais ils la cimentent activement. Comme l'a récemment déclaré le président du parti Balad, Jamal Zahalka, avant l'annonce de l'accord de normalisation avec le Soudan, les accords d'Abraham sont essentiellement une alliance de trois États pratiquant l'apartheid : Israël avec son apartheid contre les Palestiniens ; Bahreïn et son oppression de la majorité chiite par les sunnites soutenus par les Saoudiens ; et les EAU, où un million de citoyens émiratis vivent avec huit millions d'« étrangers » sans droits.

La gauche sioniste sur la sellette

Ce qui nous amène à la rupture au sein de la gauche juive israélienne, dont les lignes de faille peuvent être grossièrement tracées autour de sa relation avec le sionisme. Alors que les militants de la gauche juive anti ou non sionistes soutiennent la position de la Liste commune contre les accords, le Parti travailliste et le Meretz votent et s'expriment en leur faveur. Cette position, sans surprise, ignore complètement les voix des Palestiniens eux-mêmes, qui ont souligné que les accords sont utilisés comme une couverture pour renforcer l'apartheid. Ce qui est très clair pour les Palestiniens et la droite israélienne est en quelque sorte perdu pour les sionistes libéraux.

Étant donné que le stratagème de Netanyahou est utilisé contre le camp de la paix israélien et les Palestiniens, la réaction chaleureuse de la gauche sioniste aux accords peut sembler surprenante. Pendant des années, la gauche s'est appuyée sur deux arguments principaux pour la paix avec les Palestiniens : mettre fin à la violence et aux effusions de sang, et gagner en légitimité et en normalisation avec les pays arabes. Netanyahou a rendu ces deux arguments superflus. Le nombre de victimes israéliennes du conflit a été divisé par 10 au cours de la dernière décennie, réduisant ainsi le coût de l'occupation en vies humaines. Et maintenant, avec ces « accords de paix », il devient évident pour les Israéliens qu'ils n'ont même pas « besoin » des Palestiniens pour accéder au grand Moyen-Orient. Pendant ce temps, Israël peut continuer à profiter de l'occupation, de terres « bon marché » (lire : volées) pour le logement, de l'eau et d'autres ressources naturelles, d'un marché et d'une main-d'œuvre captives, etc.

Comme dans le cas du mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS), la question des accords d'Abraham met les juifs israéliens de gauche sur la sellette. Une véritable résistance à la situation coloniale exige de remettre en question nos privilèges et, en l'occurrence, de résister aux « accords de paix » qui ne profitent qu'aux Israéliens.

Haggai Matar, traduction J.S.

Version originale sur 972mag.com

DR

LES ENJE « NORMALISAT

DE LA NON-RECONNAISSANCE D'ISRAËL AUX ACCORDS DE NORMALISATION

La fin du mandat de Donald Trump a été marquée par la signature de plusieurs accords de « normalisation » des relations entre Israël et certains États arabes : Émirats arabes unis et Bahreïn (« accords d'Abraham », août-septembre 2020), Maroc (décembre 2020), Soudan (janvier 2021). Jusqu'alors, seuls deux États arabes entretenaient officiellement des relations normales avec l'État d'Israël : l'Égypte et la Jordanie. Pour comprendre la signature de ces accords, il convient de les resituer dans l'histoire des relations israélo-arabes, mais aussi dans l'actualité et au regard des luttes de pouvoir qui se déroulent dans la région.

Lorsque le 29 novembre 1947, l'ONU adopte le plan de partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe, il est largement rejeté par les PalestinienEs et par les autres nations arabes. En mai 1948, Israël proclame son indépendance, après avoir déjà chassé 400 000 PalestinienEs de leurs terres : c'est le début de la première guerre israélo-arabe, dans laquelle s'engageront – à des degrés divers – l'Irak, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, l'Arabie saoudite et le Yémen. Au moment des armistices (début 1949), Israël a conquis 78 % de la Palestine et 800 000 PalestinienEs sont réfugiés, et les accords d'armistice sont des accords militaires qui n'impliquent nullement, de la part des belligérants arabes, une reconnaissance d'Israël.

1967 et la « non-reconnaissance d'Israël »

Après la guerre des Six Jours en juin 1967, au terme de laquelle Israël occupe l'ensemble de la Palestine, ainsi que le Golan syrien et le Sinaï égyptien, un sommet de la Ligue arabe se réunit au Soudan et adopte la *Résolution de Khartoum* (1er septembre 1967) qui affirme *« la non-reconnaissance d'Israël, le refus de la reconnaissance de cet État et de la négociation avec lui et la réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays »*. C'est cette ligne qui demeurera la position officielle des États arabes durant les décennies qui suivront, toutefois rompue par l'Égypte de Sadate avec les accords de Camp David en 1978-1979 et la Jordanie du Roi Hussein, en 1994, avec les accords de Wadi Araba. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) reconnaît elle aussi l'État d'Israël dans le cadre du processus d'Oslo initié en 1993-1994 mais ne signe pas alors, contrairement à la Jordanie et l'Égypte, de traité de paix « définitif ».

En mars 2002, à Beyrouth, en pleine violente offensive israélienne dans les territoires palestiniens, le 14e sommet de la Ligue arabe adopte l'*Initiative de paix arabe*, qui propose une reconnaissance d'Israël à condition que ce dernier se retire des territoires occupés en 1967, reconnaisse un État palestinien indépendant avec pour capitale Jérusalem-Est et s'étendant sur les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, et accepte que la question des réfugiéEs palestiniens soit soumise à une *« solution juste »* en conformité avec la résolution 194 de l'ONU (1948). Ces propositions, rejetées par l'État d'Israël, seront re-formulées lors d'un nouveau sommet de la Ligue arabe, à Ryad, en mars 2007.

L'Iran en ligne de mire

Formellement, jusqu'à la fin de l'année 2020, la grande majorité des États membres de la Ligue arabe est donc demeurée sur une position de non-reconnaissance de l'État d'Israël tant que celui-ci refuserait la satisfaction des droits nationaux des PalestinienEs. Il était toutefois de notoriété publique qu'un certain nombre desdits États entretenaient des relations plus ou moins officieuses avec Israël, parmi lesquels le Maroc, les monarchies du Golfe ou le Soudan (voir carte ci-dessous). Qui plus est, la position de non-reconnaissance n'était pas tant l'expression d'une solidarité réelle avec les PalestinienEs que celle d'une instrumentalisation de la question palestinienne et de sa force symbolique, dans le cadre des rivalités inter-arabes, de marchandages avec les pays impérialistes et dans une démarche opportuniste vis-à-vis des populations arabes. En ce sens, la récente signature des accords de normalisation des relations avec Israël n'est pas tant une rupture que l'officialisation de ce qui n'était qu'un secret de polichinelle. Signés avec les encouragements de l'administration Trump (et applaudis par les Démocrates), les récents accords s'inscrivent en réalité dans une stratégie de constitution d'un front face à l'Iran, autour d'une Arabie saoudite qui, bien que n'ayant pas officiellement signé d'accord, est évidemment à la manœuvre en ce qui concerne les pétromonarchies (Bahreïn et EAU). Le rapprochement entre l'Arabie saoudite de Mohammed Ben Salmane et l'État d'Israël résulte en effet d'une volonté commune de contenir l'influence iranienne, de la part de deux chefs d'État qui, par ailleurs, partagent *« le même goût pour l'autorité, la même méfiance pour les aspirations démocratiques des sociétés arabes de la région* [et] *le même rejet des prétentions palestiniennes »*[1].

Isolement palestinien

Les accords de normalisation confirment en outre la perte de centralité de la question palestinienne dans les relations régionales, et participent de l'isolement grandissant des PalestinienEs : le roi du Maroc a ainsi marchandé la normalisation des relations avec Israël contre la reconnaissance par Trump de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, tandis que le Soudan a obtenu son retrait de la liste étatsunienne des États soutenant le terrorisme, ainsi qu'une aide financière des États-Unis d'un milliard de dollars par an pour rembourser sa dette à la Banque mondiale.

Depuis la signature des différents accords, de nombreuses décisions ont été prises : exemption de visas, accords sur les télécommunications, accords de coopération sécuritaire, développement des échanges commerciaux et touristiques. Et tout indique que des relations économiques et diplomatiques encore plus importantes seront établies dans un avenir proche. Dans le même temps, Israël poursuit sa politique coloniale vis-à-vis des PalestinienEs, démentant les annonces des dirigeants des monarchies du Golfe qui affirmaient que les *accords d'Abraham* signifiaient la fin des projets d'annexion. La dynamique actuelle est donc bien celle d'une normalisation telle qu'elle a été définie (et rejetée) par les organisations palestiniennes à l'initiative de la campagne BDS qui dénonce tout rapprochement avec des groupes ou institutions israéliennes *« qui n'ont pas pour but de résister à l'occupation israélienne et de dénoncer toutes les formes de discrimination et d'oppression à l'encontre du peuple palestinien. »*

Julien Salingue

1 – René Backmann, « Israël-Émirats : la normalisation sur le dos des Palestiniens », *Mediapart*, 14 aout 2020.

UX DE LA TION » D'ISRAËL

LES PALESTINIEN·E·S EN COLÈRE CONTRE LA NORMALISATION ET CONTRE LEURS DIRIGEANTS

Le sujet de la normalisation a envahi l'actualité et les discours politiques palestiniens depuis des mois maintenant, tandis que les nations arabes font la queue pour signer des accords de normalisation, déguisés en « accords de paix », avec l'État d'Israël.

Le consensus parmi les organisations de la société civile palestinienne et le grand public est que lorsque des États, organisations, entreprises et institutions arabes traitent Israël comme un État « normal » avec lequel les affaires peuvent être menées comme si de rien n'était, cela blanchit l'occupation israélienne et ouvre la voie à de nouveaux crimes commis par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

DR

Le « vrai visage » des régimes arabes

Les PalestinienEs ont réagi à la récente vague d'accords de normalisation avec frustration et indignation, des manifestations contre la normalisation ayant éclaté en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza. Mais si la normalisation a été décrite par les PalestinienEs comme un *« coup de poignard dans le dos »* et une *« trahison ultime »*, une grande partie de l'opinion publique palestinienne a exprimé le fait que, bien que fortement contrariée, elle n'était nullement surprise par ces accords.

« Quand ils ont annoncé la normalisation, c'était presque un soulagement, d'une certaine manière, parce que nous savions qu'ils le faisaient depuis longtemps sous la table, et cela ne faisait que confirmer tout cela », selon Ayman Gharib, militant palestinien des droits humains en Cisjordanie. *« Ces accords de normalisation ne font que nous montrer le vrai visage des régimes arabes, et mettent fin à la façade qu'ils ont entretenue pendant si longtemps »*, poursuit-il.

« Que les États arabes choisissent de normaliser ou non, et que ce soit officiellement ou officieusement, nous, les Palestiniens, sommes toujours ici sur cette terre, à défendre notre patrie et à rester fermes dans notre lutte » : Gharib exprime un sentiment partagé par de nombreux Palestiniens, à savoir que même si les gouvernements arabes peuvent choisir la normalisation avec Israël plutôt que de soutenir la libération des PalestinienEs, il existe un sentiment de solidarité entre les peuples arabes de toute la région lorsqu'il s'agit de la Palestine. *« Même si leurs gouvernements nous ont trahis, nous attendons des peuples arabes qu'ils se tiennent à nos côtés, et beaucoup d'entre eux l'ont fait »*, explique-t-il, évoquant les manifestations anti-normalisation qui se sont déclenchées au Soudan et au Bahreïn suite aux accords de leur pays avec Israël.

« Pourquoi vouloir célébrer cela de cette façon ? »

« La normalisation avec les autres pays arabes se fait entre les gouvernements, mais pas entre les peuples », explique Mahmoud Nawajaa, coordinateur général du Comité national palestinien du BDS. *« Mais ces dictatures et régimes arabes finiront par tomber, et nous espérons qu'avec des élections libres dans le futur, les peuples arabes feront entendre leur voix »*. Et de poursuivre : *« Ce genre de gouvernements, de systèmes, concluent ces accords parce qu'ils ne sont pas démocratiques. Si ces États arabes avaient des dirigeants démocratiquement élus, ce type d'accords n'existerait pas, car leur peuple ne les laisserait jamais accepter cela »*.

Dans le sillage des récents accords de normalisation, et face aux critiques viscérales exprimées par les manifestantEs palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, certains ont souligné l'existence préalable de relations diplomatiques normalisées entre Israël et des pays comme l'Égypte et la Jordanie, qui partagent tous deux des frontières avec Israël. Mais, alors que l'Égypte et la Jordanie entretiennent des relations diplomatiques avec Israël depuis des années, les PalestinienEs expliquent que cette fois-ci les choses sont sensiblement différentes.

« Cette fois, c'est différent. Quand vous regardez les relations normalisées entre l'Égypte et la Jordanie, elles ne sont pas chaleureuses, ce ne sont que des accords », explique Diana Buttu, avocate et analyste politique palestinienne, en référence aux célébrations tapageuses des accords entre Israël et les Émirats arabes unis (EAU) ou le Bahreïn. *« Avec les Émirats arabes unis, les choses sont tellement exagérées »*, ajoute-t-elle, soulignant que le cérémonial qui a entouré les accords n'a fait que blesser davantage le peuple palestinien. Elle explique : *« Chez de nombreux Palestiniens, on se dit "OK, on comprend que vous avez conclu ces accords pour des raisons économiques et politiques. Mais pourquoi vouloir célébrer cela de cette façon ?" »*.

Des décennies d'échec des dirigeants palestiniens

Peut-être tout aussi frustrant que les accords eux-mêmes, souligne Diana Buttu : la stratégie, ou plutôt l'absence de stratégie, de la part du « leadership » palestinien face à la normalisation. *« C'est simple : il n'y a pas eu de stratégie du tout. La seule réponse du gouvernement à ces accords de normalisation a été d'agiter les mains et de dire "hé, nous sommes toujours là !" et rien de plus »*.

Selon Diana Buttu, la réponse peu enthousiaste de l'Autorité palestinienne (AP) à l'accord des EAU avec Israël peut être attribuée au fait que les responsables de l'AP ne voulaient pas adopter un ton trop dur, qui aurait pu mettre en danger le statut des plus de 300 000 PalestinienEs qui résident dans l'État du Golfe. *« Mais lorsque le Bahreïn a emboîté le pas aux EAU, il y a eu une nouvelle réponse de type "Rien du tout", et les choses se sont passées de la même façon avec le Soudan. Le plus gros problème de cette stratégie est qu'elle montre à quel point leur approche a été pathétique pendant toutes ces années »*, explique-t-elle à propos de l'AP.

L'état actuel de l'AP – un organisme financièrement épuisé qui n'a pas son mot à dire dans les politiques mondiales et régionales qui touchent son peuple – est le point culminant de toutes ces années de stratégie perdante depuis Oslo, et du contournement complet de l'AP en tant qu'organe de décision, au cours des quatre dernières années, par l'administration Trump.

« L'AP n'a rien fait pour changer de cap depuis les accords d'Oslo », affirme Diana Buttu. *« Et en conséquence, nous sommes restés coincés dans le même scénario pendant 27 ans. L'AP tient toujours le même discours, alors que le monde a clairement évolué. L'absence totale de réponse et d'action organisée face à la normalisation peut être imputée à la défaillance des dirigeants palestiniens. Ils n'ont jamais mis en place une stratégie alternative, et nous en payons le prix depuis des années. »*

Yumna Patel, traduction J.S.

Version originale sur mondoweiss.net

CONTRE LA NORMALISATION DE L'ANORMAL : LA CAMPAGNE BDS

Il est devenu évident pour le peuple palestinien que nous devons renoncer à nous reposer sur la grande majorité des gouvernements arabes. Seule la société civile – partis d'opposition, syndicats, unions, clubs, organisations de femmes, etc. – est capable de mobiliser un véritable soutien pour mettre fin aux crimes sans précédent d'Israël contre les trois composantes du peuple palestinien : les PalestinienEs dans les territoires occupés de 1967, les citoyenEs palestiniens d'Israël de 1948 et les réfugiéEs de la diaspora.

D'où l'importance des leçons que nous avons tirées de la lutte sud-africaine contre le régime inhumain de l'apartheid. Notre inspiration est le mouvement anti-apartheid, et c'est l'intervention de la société civile qui a été efficace à la fin des années 1980 contre le régime d'apartheid.

Occupation, nettoyage ethnique et apartheid

Nous, les PalestinienEs, ne sommes plus intéressés par l'opposition stérile au processus de normalisation initié par le traité de Camp David et les accords d'Oslo, et solidifié par les cheikhs du Golfe. Nous tenons plutôt à formuler le type de réponse qui pourrait réellement vaincre le système d'oppression sioniste à plusieurs niveaux : l'occupation, le nettoyage ethnique et l'apartheid.

Au moment où la communauté internationale – société civile et gouvernements – décidera d'agir comme elle l'a fait contre le système d'apartheid en Afrique du Sud, Israël succombera face à l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) lancé en 2005, qui représente la voix de la raison.

En dépit de toutes les longues années d'oppression et des milliers de rapports émanant des principaux organismes de défense des droits humains, et du déni des droits fondamentaux à l'éducation, à la libre circulation, à l'emploi et à la santé, les PalestinienEs sont blâmés pour ne pas être assez flexibles ! Les PalestinienEs sont privés d'une vie normale par plus de 600 checkpoints militaires israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem, par le siège moyenâgeux de Gaza et par l'apartheid officiel auquel sont confrontés les citoyenEs palestiniens en Israël même. Pour parler franchement, nous sommes discriminéEs parce que nous ne sommes pas juifs, tout comme les Sud-Africains noirs ont été discriminés simplement parce qu'ils n'étaient pas blancs.

L'abandon total du processus d'Oslo ?

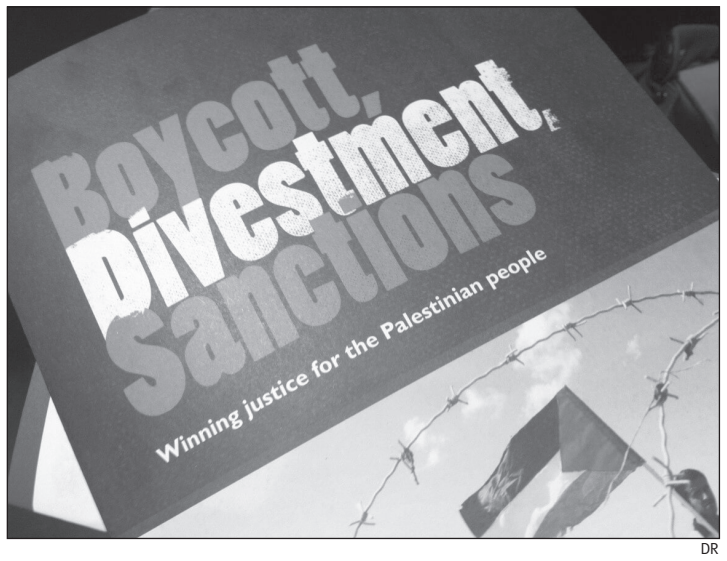
Nous pensons qu'il est de notre droit d'attendre des peuples arabes qu'ils se joignent à nous dans notre lutte contre l'apartheid israélien en boycottant le régime raciste et militarisé et les institutions qui le font prospérer. Exactement comme les noirs d'Afrique du Sud avant nous, nous comptons de plus en plus sur le droit international et la solidarité pour notre survie même, en particulier de la part de nos propres frères.

Les dirigeants palestiniens officiels ont menacé de prendre des mesures sérieuses qui pourraient inclure l'abandon total du processus d'Oslo, mais sans parvenir à la seule conclusion logique, à savoir se diriger vers une solution à un seul État. Israël a déjà engagé l'annexion de 30 % de la Cisjordanie occupée, un mouvement qui est vu comme la déclaration de la fin du rêve d'un État palestinien « indépendant » sur 22% de la Palestine historique. C'est la réalisation de ce rêve que les intellectuels pro-Oslo avaient élevée au rang d'objectif ultime justifiant le lourd tribut payé par les PalestinienEs. N'est-il pas grand temps que le peuple palestinien s'éloigne de l'illusion de la solution à deux États et s'inscrive dans une approche démocratique, qui puisse garantir ses droits fondamentaux – liberté, égalité et justice ?

Israël est un État colonialiste et d'apartheid, et les outils utilisés contre l'Afrique du Sud de l'apartheid peuvent servir de modèle dans notre lutte contre l'Israël de l'apartheid. Transformer Israël d'un État ethno-religieux d'apartheid en une entité véritablement démocratique devrait être l'objectif de chaque personne qui croit en la démocratie et aux libertés.

Haidar Eid, traduction J.S.

Version originale sur mondoweiss.net



DR

FINISTÈRE

StopAmazon à Briec !

DR

En ce dimanche un peu gris, ce sont 300 à 400 personnes qui se sont rassemblées puis ont manifesté à Briec (bourg de 6 000 habitantEs) contre l'implantation d'un dépôt d'Amazon autorisé par le vote des éluEs de l'agglomération de Quimper, majorité de « gauche » à vocation très « écologiste ».

Depuis l'annonce de cette future implantation, validée par accord tacite, le collectif StopAmazon a déployé une activité sans relâche qui ne cesse, aux travers de ses diverses actions, de se développer.

Contre Amazon et son monde

Ce rassemblement a permis à divers intervenantEs, comme Alma Dufour des Amis de la Terre ou Pierrick Colpin, ancien employé d'Amazon dans le Nord, de dénoncer les effets dévastateurs de cette multinationale contre l'environnement, les emplois, les conditions de vie et de travail des employéEs ou encore contre le petit commerce de proximité, comme l'a souligné Francis Palombi représentant de la confédération des commerces de France.

Avant le départ de la manifestation et après une intervention très radicale en breton, un camarade a évoqué l'aspect internationaliste de notre lutte en lien avec les employéEs étatsuniens d'Amazon qui organisent, dans la citadelle de cette multinationale, dans 40 villes, une grève le 27 février pour le droit de s'organiser et de se syndiquer.

Au-dessus du long cortège qui s'est mis en route, après une pause sur le parvis de la mairie, flottaient les nombreux drapeaux du NPA, de la FI, des syndicats présents comme Solidaires ou la CNT mais aussi des Antifa, de l'UCL, d'Ensemble et d'autres collectifs comme les Gilets jaunes, au son tonifiant et joyeux des musiciennes et musiciens qui nous accompagnaient.

Une fois de plus, le cortège s'est rendu sur le grand terrain octroyé à Amazon comme nous l'avions fait, il y a quelques semaines, pour planter des graines et des arbrisseaux…

Recours gracieux et juridiques, interpellations des éluEs, affichages, manifestations : les actions se multiplient et se multiplieront car décidément nous sommes nombreuses et nombreux à refuser Amazon et son monde en Finistère ou ailleurs.

CorrespondantEs

PRÉCARITÉ

Le péril jeune

Les députés débattaient la semaine dernière d'une proposition de « minimum jeunesse ». Les débats ont tourné court. Pour la majorité, pas question de donner une allocation aux jeunes laissés sans revenus, même s'il ne s'agit que d'ouvrir de manière exceptionnelle aux moins de 25 ans un RSA bien insuffisant.

Pour s'opposer à cet élargissement du RSA, les arguments se recyclent : *« À 18 ans, ce qu'on veut, c'est un travail. On veut une rémunération de son travail, on ne veut pas une allocation »* dixit Bruno Le Maire (ex-normalien). Sauf que du travail pour plus d'un million de jeunes il n'y en a pas.

Faux débat sur le RSA jeunes et vraie urgence

Et pas question de donner un revenu aux jeunes sauf pour les rendre disponibles à l'exploitation. La « rémunération du travail » sous forme d'indemnités de stage en est une bonne illustration. Pour les plus précaires, une aide équivalente au RSA est disponible pendant un an par la mission locale, mais sous condition d'un retour vers l'emploi et souvent des contrats courts et sous-payés. Le gouvernement est plus généreux en aides avec le patronat. Son plan « un jeune une solution » se sert du prétexte de l'emploi des jeunes pour faire payer par l'État une partie des salaires des apprentiEs ou alternantEs, déjà bien rentables pour les patrons car payés en dessous du SMIC et permettant de profiter d'une réduction de cotisations. L'embauche d'un jeune permet d'empocher jusque 4 000 euros et qu'importe que le contrat signé soit un CDI ou un CDD de trois mois.

Face à une situation sanitaire qui broie des vies, il faut d'urgence un vrai revenu pour les jeunes, bien au-delà de l'aumône du RSA proposé par les parlementaires de gauche. Un revenu qui permette de se retourner et de ne pas tomber immédiatement sous la coupe de patrons à la recherche d'une main-d'œuvre malléable. Aujourd'hui, les montants et les critères d'attribution des bourses d'études sont tellement insuffisants que plus d'unE étudiantE sur deux doit chercher à travailler pour financer sa scolarité. Sachant que les bourses ne peuvent pas toujours se cumuler avec un salaire ! Et les attaques récentes contre les aides au logement n'arrangent rien…

Contre la détresse de la jeunesse pauvre

Les jeunes aujourd'hui éligibles au RSA ou qui en auraient grandement besoin sont l'extrémité la plus défavorisée de la jeunesse ouvrière. Les autres sont dans des situations à peine plus favorables. Certains ont commencé à travailler en 2019 ou en 2020 et se retrouvent face au mur du chômage et des petites payes, d'autres continuent leurs études alors que les restaurants ou les bars où ils travaillaient montrent porte close. Ils ne touchent pas forcément le chômage partiel ou le chômage tout court – Pôle emploi se fait tracassier avec ceux qui travaillent peu d'heures ou qui touchent une bourse !

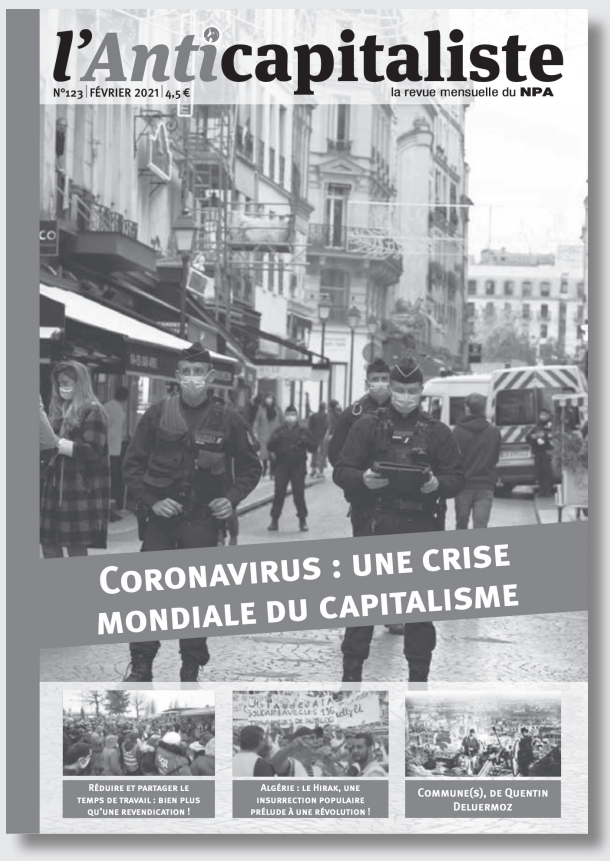
Le fait que certains soient sur les bancs de la fac et d'autres au boulot résulte des méandres de la sélection scolaire mais aussi – en l'absence de bourses étudiantes aux montants corrects – de la possibilité, pour les parents, de financer ou non des études. 60 % des enfants d'ouvriers entre 18 et 24 ans reçoivent une aide financière de leurs parents, d'en moyenne 160 euros contre 90 % des enfants de cadres qui reçoivent autour de 400 euros[1]. Une augmentation des salaires et un partage du travail entre touTEs desserrerait l'étau financier sur les choix des jeunes d'origine ouvrière.

Pour elles et eux, avant le bac se pose la question de l'apprentissage ou du lycée pro et ceux qui vont au lycée général commencent déjà les « petits boulots » comme livreurs Uber Eats. Après le bac, pour celles et ceux qui continuent les études, c'est souvent direction l'IUT ou le BTS, si possible en alternance. Bref, des formations courtes, professionalisantes et durant lesquelles un petit salaire – moins de la moitié du SMIC pour la première année d'apprentissage par exemple – permet de compléter le soutien parental.

L'urgence serait de relever tous les salaires de celles et ceux qui ont commencé à travailler. Celui des apprentiEs, des alternantEs, celui des étudiantEs à temps partiel qui touchent un SMIC horaire – et pour tous ceux-là et toutes celles-là, une revalorisation réelle et une extension significative des bourses s'impose. Contre le chômage, il faut en finir avec les contrats courts et précaires et partager le travail entre tous en réduisant sa durée. Dans l'intervalle, il faut maintenir à 100 % le salaire des chômeurEs en supprimant le couperet de « l'ouverture des droits ». Les revenus de la jeunesse ouvrière sont issus de l'exploitation de leur travail ou de celui de leurs proches. Pour combattre leur précarité, il faut prendre la voie de la lutte des classes !

Stéphane Pires et Bastien Thomas

1 – D'après une étude de l'Insee datant de 2014. La catégorie «ouvriers» est au sens de l'Insee et pas au sens du marxisme !



l'Anticapitaliste
la revue

Le n°123 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

LICENCIEMENTS

Pour l'emploi, 3 000 devant la SAM en Aveyron

3 000 personnes ont participé au rassemblement organisé dimanche 21 février devant l'usine de la SAM (Société aveyronnaise de métallurgie) à Viviez dans le bassin de Decazeville en Aveyron. Dans une communauté de communes de moins de 10 000 habitantEs, cela se remarque !

Avec aujourd'hui 365 salariéEs, l'usine de la SAM est devenue la principale entreprise autour de Decazeville, héritière des luttes qui ont rythmé, dans cet ancien bassin minier, tout le 20e siècle.

Rassemblement de la colère

Sous-traitant pour l'industrie automobile, spécialisée dans la fonderie et le traitement des métaux non-ferreux, la SAM, de redressements judiciaires en reprises foireuses, se retrouve désormais avoir comme seul donneur d'ordre Renault. Un prochain repreneur pourrait être désigné, après

ÉGALITÉ DES DROITS

Un millier de personnes déterminées à obtenir la PMA pour touTEs… Et après ?

Dimanche 21 février était appelé, devant l'Assemblée, un rassemblement pour l'extension de la PMA à touTEs alors que la loi va passer en troisième lecture devant l'Assemblée nationale après avoir été recalée en deuxième lecture au Sénat.

À moins d'une grosse surprise – ce dont nous sommes pas à l'abri en ces temps réactionnaires, la loi bioéthique devrait passer en troisième lecture à l'Assemblée nationale, y inclus l'article 1, c'est-à-dire avec l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules, ainsi que son remboursement. Cependant, cette loi restera une loi inégalitaire : non, les couples hétéros et lesbiens ne seront pas sur un pied d'égalité ; oui, les personnes trans seront toujours exclues de cette loi ; oui, les parcours PMA seront toujours des parcours compliqués, fortement médicalisés et donc moins accessibles à celles qui sont les plus précaires, racisées, isolées, alors que la PMA dite « artisanale » sera toujours condamnée par la loi…

L'ordre moral, la famille et l'extrême droite

Mais plus globalement, ce que l'on nous demande avec cette loi et de façon plus générale, c'est de montrer que nous sommes bien adaptées, bien intégrées à la société capitaliste. Les femmes seules comme les LGBTI font peur car ils et elles sortent de la famille centrée sur le rôle du père hétérosexuel et dominant.

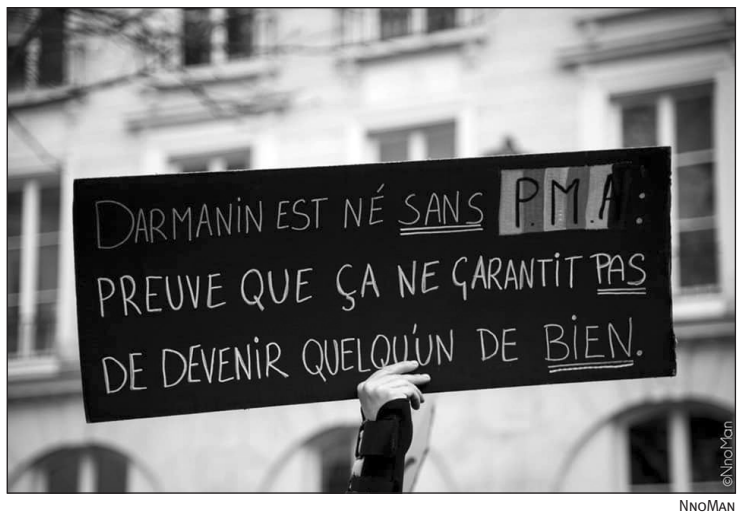
Ainsi, pour que la loi soit acceptable, il faut absolument montrer que les femmes seules pourront bien remplacer le rôle du père, que les couples lesbiens seraient comme des couples hétéros et pourraient devenir d'aussi bons parents. On nous demande de montrer patte blanche, alors que c'est dans la famille hétérosexuelle que se déroulent nombre de violences : incestes, viols, féminicides, homophobie,…

L'ordre moral tremble devant d'autres types de familles qui pourraient mettre des coups dans la machine bien rodée qui permet d'exploiter, d'opprimer les femmes et de reproduire massivement la force de travail pour les capitalistes. Il a raison de trembler car, avec la crise, son idéologie se fissure de toutes parts.

Cependant, l'extrême droite monte et il est temps que l'ensemble du mouvement social comprenne l'enjeu que constitue la famille dans la construction d'une autre société.

Une stratégie pour gagner

Le rassemblement devant l'Assemblée nationale de ce dimanche 21 février a été un succès, comme l'avait été la manif du 31 janvier contre La Manif pour tous.



NnoMan

Cependant de nombreux problèmes se posent et nous pensons qu'à terme ils vont nous coûter. Comme nombre d'événements, celui-ci a été appelé par des collectifs éphémères, sans cadres unitaires et donc y compris en oubliant que de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives luttent pour l'extension de la PMA depuis 2012 et même avant. En perdant cette expérience, on perd d'une part la possibilité de construire un cadre sur la durée, mais aussi de se protéger face à l'extrême droite, face à l'État et sa police. Ce dont nous avons besoin est d'un mouvement fort et de masse, d'une stratégie claire, d'un mouvement d'ensemble qui permette d'obtenir la PMA pour toutes, mais aussi qui fasse reculer l'extrême droite. Un mouvement qui soit en capacité de nous faire gagner.

Pour cela, nous avons besoin de reconstruire un mouvement LGBTI. Commençons par le début en nous réunissant toutes et tous : organisations politiques, associatives et syndicales, c'est seulement comme ça que nous pourrons gagner.

Commission LGBTI

RÉPRESSION

Notre camarade Tonio relaxé à Strasbourg

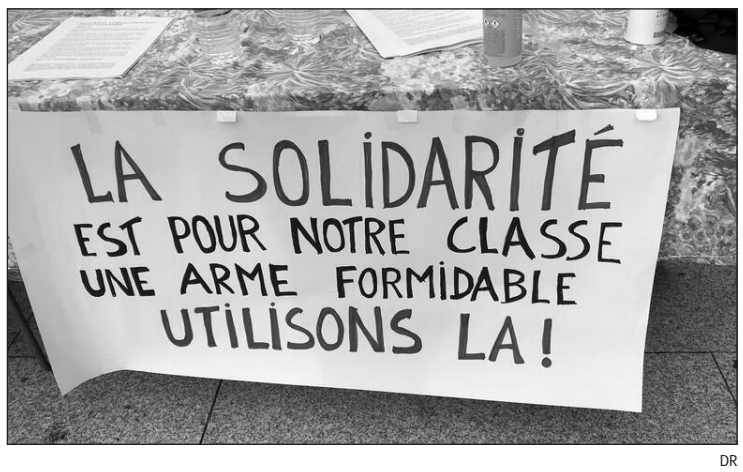
Le tribunal de Strasbourg a reconnu le 18 février qu'il n'y avait aucune preuve démontrant que Tonio, militant du NPA, avait commis des actes de violence à l'encontre d'un vigile, celui-ci n'ayant entre autres pas présenté de certificat médical.

Encore une affaire « perdue » par Fontanel (maire de Strasbourg de 1997 à 2000 et de 2008 à 2020) après celle de la vitrine brisée où, là aussi, un camarade du NPA avait été relaxé, sans parler de son cuisant échec aux municipales.

Un procès politique

Face à Fontanel, adepte du foot, le score est donc de 2 à 0 en faveur du NPA. Affaire « perdue » car ce sont bien ses sbires et sa milice privée qui ont provoqué la bagarre le soir de la présentation de ses vœux à la halle du marché de Neudorf le 30 janvier 2020.

Encore une fois, la justice a rétabli les militantEs dans leurs droits et



DR

balayé les arguments de l'accusation montés par la police et le procureur. Oui, il s'agissait encore, n'en déplaise à ce dernier, d'un procès politique. Comment expliquer que seul Tonio, militant reconnu, ait fait l'objet de poursuites et que les nombreuses plaintes des camarades violentés aient été classées sans suite malgré les certificats médicaux ?

Merci à notre avocate Florence Dole pour sa compétence et son soutien. Espérons que le procureur ne fera pas appel de la décision dans les 10 jours.

Le NPA 67 tient à remercier les camarades, les amiEs, les associations, les syndicats, les organisations politiques, pour leurs nombreux messages de soutien et de leur solidarité envers notre camarade. La solidarité est pour notre classe une arme formidable, utilisons-la !

CorrespondantEs

SEINE-SAINT-DENIS

Discrimination au vaccin

C'est l'heure de la vaccination. Chacun tente de tirer son épingle du jeu pour obtenir un vaccin dans une situation de pénurie. Et en Seine-Saint-Denis, cela fait des dégâts.

On le sait depuis longtemps, la Seine-Saint-Denis cumule les difficultés sociales : précarités socio-économiques, accès au numérique difficile, illettrisme, insalubrité et proximité dans les logements, etc.

Le 93 et le Covid

La pandémie n'a pas épargné le 93, loin de là, appuyée sur les discriminations que le capitalisme fait peser depuis longtemps sur les quartiers populaires. Les comorbidités y sont plus présentes que sur le reste du territoire métropolitain, et le 93 a été l'un des départements ayant connu le plus de décès par rapport à sa population, et il demeure le plus touché en Île-de-France.

On aurait pu croire, dès lors, qu'il y aurait une attention particulière pour la vaccination des habitantEs de ce département spécifiquement. Eh bien non !

Et maintenant, la vaccination

Des centres ouvrent dans toute la France et proposent de vacciner, sur la base du volontariat, les personnes de plus de 75 ans et celles qui sont plus vulnérables aux formes graves du Covid, et dans le 93, il y en a beaucoup.

Les 17 centres ont bien ouverts en Seine-Saint-Denis, ils ont reçu quelques doses de vaccin, comme dans toute la France, mais les rendez-vous ne se prennent que sur internet (Doctolib, Maiia, Keldoc). Ces rendez-vous sont donc ouverts aux habitantEs de tous les autres départements (même s'ils ont eux aussi des centres de vaccination). Le problème, c'est que les personnes de plus de 75 ans, surtout dans le 93, ont des difficultés à accéder au numérique… et les plages de rendez-vous sont toutes pleines.

Résultat : les vaccinéEs sont peu des séquanodionysienEs. Par exemple, dans le centre de Pantin, 40 % des personnes viennent des autres départements (Hauts-de-Seine, Paris, Val-d'Oise notamment).

Heureusement, l'État a une solution

L'État a été alerté sur cette situation. Le premier réflexe du préfet du département a été de menacer les centres des communes qui souhaitaient fonctionner différemment de les empêcher d'ouvrir. Ensuite, les choses ont changé et l'ARS a proposé une solution : un centre réservé aux personnes du 93, à Bobigny. Donc les personnes de tout le 93 doivent faire plusieurs dizaines de kilomètres pour se faire vacciner, alors que des centres existent à côté de chez elles, mais qu'elles n'ont pas accès aux rendez-vous. Et pendant ce temps-là, la pandémie continue de progresser.

On voit bien que la préoccupation de l'État est d'afficher des bons chiffres de vaccination, et qu'il n'hésitera pas à laisser sur le côté les plus précaires et les plus fragiles d'entre nous.

Nous exigeons un nombre suffisant de vaccins pour que chacunE puisse se faire vacciner à proximité de son domicile, sans être victime de discrimination.

Correspondante

---

plusieurs reports faute de candidats, le 5 mars, mais les éventuelles propositions dépendent du plan de charge de l'usine, c'est-à-dire de Renault qui ne respecte aucun de ses engagements.

La très grande majorité des travailleurEs de l'usine était présente. Et parmi les participantEs, outre la population de Decazeville, des délégations venues d'autres lieux de l'Aveyron mais aussi du département voisin du Lot. Le rassemblement initié par la CGT était soutenu par les autres syndicats de Decazeville, y compris la Confédération paysanne, mais les seules banderoles syndicales visibles étaient celles de syndicats CGT. Des drapeaux du PCF, de La France insoumise et du NPA étaient aussi déployés.

À la petite tribune dressée devant l'entrée de l'usine se sont succédé des responsables de la CGT et des représentants des institutions (mairie, département, la région Occitanie), bref un éventail politique allant des Républicains… au Parti socialiste. La plupart ont été accueillis froidement mais c'est une bronca générale qui a accompagné l'intervention de la députée de La République en Marche. Elle qui vote sans discontinuer toutes les lois Macron a osé affirmer une solidarité avec la SAM. Ce rassemblement était bien celui de la colère !

Refus des licenciements

Les interventions des responsables CGT ont été des appels à mobilisation. La représentante de la CGT de l'usine, Ghislaine Gistau, a affiché sa détermination de femme métallo présente dans l'usine depuis plus de vingt ans, et n'exclut aucune forme de lutte face aux menaces. Le secrétaire de l'UD CGT Aveyron qui travailla et milita dans cette usine a affirmé la nécessité de défendre tous les emplois, refusant par avance toute solution qui aboutirait à des suppressions d'emplois. Une exigence de zéro licenciement en quelque sorte !

Leurs interventions ont bien montré comment la SAM était plongée dans cette guerre de tous contre tous qu'organise Renault. Mais force est de constater que, dans cette situation, parler de « souveraineté économique », n'aide pas construire la riposte de tous les salariéEs dépendant de Renault par delà les frontières.

Philippe Martinez était aussi venu : il a pointé les responsabilités de Renault avec ses cinq milliards d'euros reçus en subventions publiques, et celles du gouvernement, l'État étant le principal actionnaire de Renault. Mais devant une usine menacée dans un bastion enclavé du centre du pays et appartenant au secteur

DR

des fonderies pour l'automobile partout attaqué, il n' y a pas eu d'appel à des mobilisations d'ensemble qui pourraient aider à changer le rapport de forces.

Il n'empêche : les menaces sur les emplois de de SAM se font de plus en plus précises et le rassemblement qui s'est tenu le 21 février devant l'usine est, par son ampleur et son dynamisme un encouragement à la résistance de ceux et celles de la SAM. Pour qu'ils et elles gagnent !

CorrespondantEs Aveyron

Vidal sur C-News

« Islamo-gauchisme » : l'énième attaque du macronisme contre l'université publique

Invitée à intervenir sur le plateau de C-News le 14 février, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Frédérique Vidal a dénoncé la présence de « l'islamo-gauchisme » à l'Université, et lancé une vaste campagne contre le monde universitaire.

« L'*islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble* », a déclaré Vidal, en paraphrasant le titre du *Figaro*, avant de préciser : *« Des gens peuvent utiliser leurs titres et l'aura qu'ils ont [...] pour porter des idées radicales ou des idées militantes... »*.

Ces déclarations, prononcées par une membre d'un gouvernement qui a fait des privilèges de classe et des fractures sociales sa marque de fabrique, sont inacceptables. La ministre de l'Enseignement supérieur, accompagnée de Jean-Michel Blanquer, reprend le discours des nationalistes xénophobes, en écho au vote de la loi sur le séparatisme venant renforcer le virage (électoraliste ?) à l'extrême droite.

Dans ce contexte, Vidal accuse les chercheurEs de faire du militantisme et non pas de la science et, provocation suprême, déclare devant l'Assemblée nationale vouloir confier au CNRS une enquête sur les courants de recherche en France. Le monde de la recherche s'insurge et refuse ces accusations infondées, infantilisantes et intimidatrices, qui ne sont pas sans rappeler la répression et les listes noires de la période du Maccarthysme. Le CNRS est une organisation de chercheurEs et non pas un corps d'inspection ayant vocation à jouer le rôle d'inquisiteur auprès des collègues...

L'indignation du monde de la recherche

Les réponses de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche) ont été immédiates. Pour la CPU (Conférence des présidents d'université), pourtant traditionnellement modérée, la condamnation des propos de Vidal est immédiate et claire : *« l'islamo-gauchisme »* n'est pas un concept. C'est une *« pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique »* [1]. Dans la même ligne, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) déclare que l'*« islamo-gauchisme »* est un *« slogan politique qui ne correspond à aucune réalité scientifique »*. Il condamne en outre avec fermeté les tentatives d'instrumentalisation politique de la science et la délégitimation de certaines communautés scientifiques comme les études post-coloniales, intersectionnelles et celles utilisant le concept de « race » [2]. La ministre semble en effet ignorer que les SHS (Sciences humaines et sociales) mobilisent le concept de « race » pour désigner une construction issue des rapports sociaux de domination et non pas une entité biologique.

Dans une tribune parue dans *le Monde*, plus de 600 membres du personnel de l'ESR, dont l'économiste Thomas Piketty et la sociologue Dominique Meda, dénoncent la *« chasse aux sorcières »* menée par leur ministre de tutelle. L'indignation de la communauté universitaire enflamme la toile et le #Vidaldemission connait très rapidement un franc succès et plus de 10 000 personnels de l'ESR réclament aujourd'hui sa démission.

En plus d'un appel du pied à l'extrême droite, il s'agit d'une attaque très grave contre les libertés académiques qui s'inscrit dans le projet global de la reforme du gouvernement (Loi de programmation de la recherche) préfigurant une généralisation du système de financement fléché qui obligerait les chercheurEs à répondre à des commandes préfabriquées plutôt qu'à faire de la science.

Les approches critiques minorées

Supposément susceptibles de dériver dans le militantisme, d'encourager le terrorisme et le séparatisme, certaines approches de la recherche en SHS, ayant notamment comme objectif de mettre à nu les discriminations, se retrouvent stigmatisées et minorées par le gouvernement. La ministre semble avoir oublié que les travaux de recherche font l'objet d'une évaluation par les pairs qui ne repose pas sur des opinions ou des positionnements politiques mais sur une méthode scientifique rigoureuse.

Elle confond peut-être la dimension engagée vis-à-vis du monde social, affichée par certaines approches critiques, avec la pratique militante.

En empruntant une définition à Karl Marx, la penseuse féministe Nancy Fraser définit la Théorie critique comme une *« clarification opérée par le temps présent sur ses propres luttes et ses propres aspirations »* [3]. Contrairement à l'attitude grossière et politisée de la ministre, les chercheurEs critiques sont conscientEs de la nécessité de se débarrasser des idées reçues, des préjugés et des schèmes de pensée issus de leurs propres cadres d'expérience. Cette mise à distance est nécessaire pour dévoiler les tensions et les contradictions de l'ordre social afin d'appuyer, par le travail théorique et empirique, des forces sociales susceptibles de constituer un levier pour l'émancipation. Ainsi, les approches critiques sont nécessaires à la compréhension du monde et permettent aux individus de s'armer théoriquement pour dévoiler les différentes formes d'exploitation et d'oppression auxquelles elles ou ils font face.

La démarche du gouvernement est claire : pas de place pour la pensée critique dans sa société. Enfin, gare à ceux et celles qui souhaitent penser les inégalités et les injustices : Vidal leur enverra sa police de la pensée. Nous ne nous laissons pas faire !

Hélène Marra et Abi

1 – CPU, « "Islamo-gauchisme" : stopper la confusion et les polémiques stériles », 16 février 2021.

2 – CNRS, « "L'islamogauchisme" n'est pas une réalité scientifique », 17 février 2021.

3 – K. Marx, ***Lettre à Ruge***, septembre 1843, in Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance. Tome 1*, 1835-1848, Éditions Sociales, Paris, 1971, p. 300. Cité par N. Fraser, Le Féminisme en mouvements, La Découverte, 2012.

DR

ÉtudiantEs précaires, Vidal et gouvernement réactionnaires !

À l'heure où les étudiantEs subissent de plein fouet la précarité et le manque de moyens dans l'université, et alors que les seules mesurettes concédées ont été un repas CROUS à un euro et des chèques psy (pour trois séances seulement), Frédérique Vidal était invitée sur la chaîne réactionnaire C-News. On pouvait s'attendre à de la langue de bois, mais c'est même une offensive digne de l'extrême droite à laquelle nous avons eu droit (lire ci-dessus).

Alors que la mobilisation étudiante a fait entendre les revendications telles qu'une hausse du budget dans l'Enseignement supérieur, et que les enseignantEs-chercheurEs se sont largement mobilisés contre la LPR depuis un an, que répond la ministre de l'ESR ? Bien aidée par un intervieweur octogénaire larbin de la bourgeoisie depuis les années 1960 ? Eh bien il faut lutter contre *« l'islamo-gauchisme »* dans les facs et au-delà, comme le sous-entendait *le Figaro* la veille. Cette réponse traduit tant un mépris profond pour les étudiantEs qu'une politique générale qui vise à stigmatiser et à réprimer les musulmanEs et le mouvement social.

Quelques jours auparavant, le ministre Darmanin et la cheffe de file de l'extrême droite Marine Le Pen se jetaient des fleurs à la télévision, préparant un second tour Macron-Le Pen en 2022 tout en assumant leur proximité. Dans le même temps était débattue au Parlement la loi « séparatisme », islamophobe, qui vise à stigmatiser les musulmanEs ou assimiléEs comme tel, en les amalgamant à des terroristes réactionnaires. Cette offensive islamophobe et plus largement raciste doit être combattue.

Une offensive réactionnaire globale

Le terme *« islamo-gauchisme »*, bien connu de l'extrême droite, chez laquelle le gouvernement puise sans gêne son inspiration, est à la fois une stigmatisation des musulmanEs ou assimiléEs comme tel et une attaque globale contre les militantEs progressistes. En voulant limiter et contrôler les chercheurEs qui ne font qu'étudier et révéler la violence et l'ignominie du passé colonial de la France, ou en attaquant des militantEs antiracistes, le gouvernement se place du côté de la bourgeoisie qu'il défend et de l'extrême droite avec qui il marche main dans la main.

Il faut refuser les lois liberticides, racistes, islamophobes ou toute enquête du CNRS commanditée par Vidal. Les ingérences du gouvernement pour réprimer ou brider les chercheurE qui s'intéressent aux classes sociales, au genre ou au concept de « race » se placent dans la droite lignée de la répression qu'on connaît dans les facs. Régulièrement, des syndicats étudiants progressistes sont visés. En 2018 et 2020, Maryam Pougetoux, vice-présidente de l'UNEF, a été la cible d'attaques du gouvernement, de la presse bourgeoise et de l'extrême droite car elle porte un voile et lutte contre la sélection à l'entrée de la fac. Dans le même temps, le gouvernement annonçait son intention de criminaliser, par la loi, les blocages de facs, en les punissant de trois ans de prison et de 45 000 euros d'amende. De la même manière, plusieurs procès ont visé des militants de l'UNEF et du NPA à l'université Paris-Nanterre. Le 15 février dernier, Ayoub, Barth, Selim et Victor sont ainsi passés en procès pour avoir voulu inscrire des étudiantEs « sans-facs » en 2019.

Face à cette situation, il est plus que nécessaire de retrouver le chemin de la rue, et de refuser la répression ou les lois racistes et liberticides qui divisent notre camp social !

Une prochaine date de mobilisation dans la jeunesse est prévue le 16 mars. Nous devons nous atteler à la construction d'assemblées générales et de cortèges étudiants afin de faire entendre nos voix, obtenir la réouverture des facs, lutter contre l'islamophobie et mettre un coup d'arrêt à ce gouvernement, son inaction et ses propos réactionnaires !

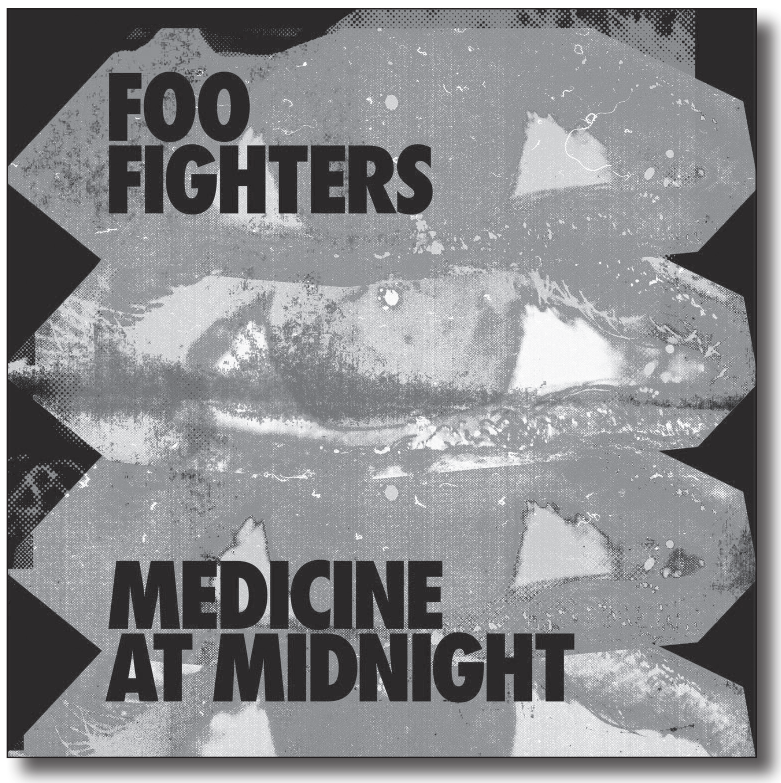
Niko Lontaï

Rock

Medicine at Midnight, des Foo Fighters

Un CD RCA/Sony, 12,99 euros. Sorti le 5 février 2021.

Le 20 janvier 2021, les Foo Fighters participaient avec Bruce Springsteen à l'inauguration de la présidence de Biden. En hommage à la lutte des enseignantEs des écoles publiques américaines contre Donald Trump, ils jouèrent leur fameux morceau « Times Like These ». Les Foo Fighters, littéralement les « chasseurs fantômes », sont des boules luminescentes d'électricité souvent liées à des phénomènes naturels inexplicables. Il fallait au moins ce nom pour succéder à la fusée Nirvana de Kurt Cobain. 30 ans après *Nevermind*, *Medicine at Midnight* est le dixième album studio du groupe et une grande tournée mondiale est prévue à partir de la fin du printemps si la pandémie le permet [1].



Du *Nevermind* de Nirvana au rock alternatif des Foo Fighters

Dave Grohl, le fondateur des Foo Fighters, était le batteur du groupe Nirvana. C'est lui qui a notamment signé l'introduction du mythique « Smells like Ten Spirit ». Après le suicide de Kurt Cobain à l'âge de 27 ans [2], Dave Grohl tomba dans une longue dépression dont il ne put sortir que par la musique : écrire, reformer le groupe, jouer sur scène en prenant un nouveau nom tant l'héritage de Nirvana était trop lourd à porter. Tous les musiciens à l'origine de Nirvana répondirent présent, aussi bien le bassiste Krist Novoselic que le lead guitare Pat Smear. Dave céda sa batterie à Taylor Hawkins pour se concentrer sur le chant et la guitare. Le groupe recruta également un troisième guitariste, Chris Shiffet, et un claviériste, Rami Jaffer. Une nouvelle aventure musicale pouvait commencer. Peu de « spécialistes » pariaient sur un succès des Foo Fighters après le sommet qu'avait constitué Nirvana. En substituant une énergie folle au découragement qui conduisit Kurt Cobain au pire, l'éclair de la folie sonique a frappé une deuxième fois Dave Grohl et sa bande. Une étincelle moins forte certes mais plus longue et qui ne demande qu'à irradier à nouveau avec cet opus.

Une bonne « Médecine à minuit » pour chasser la pandémie !

Avec cet album les « Foo » se mutent en « Flu » Fighters (chasseurs de grippe) et c'est vrai qu'il n'y a rien de meilleur qu'un gros son mélodique pour « groover », danser et chasser le Covid. « Making a Fire » en ouverture annonce la couleur avec sa batterie plombée, sa basse gonflée, ses guitares virevoltantes et les chœurs féminins qui donnent le tempo pour frapper dans les mains en concert ou sur votre bureau ou sur votre atelier ou sur la tronche du chef que vous n'aimez pas. Le morceau suivant « Shame, shame » (clip vidéo gratuit) est plus grave, plus sombre. Le rythme est fracturé, moins « riffé » qu'à l'accoutumée, tout en subtilité et dévoile une facette plus politique du groupe. « Cloudspotter », plus funky, est doublé au chant par une voix féminine qui ouvre un refrain hard et entrainant. « Waiting on a war » révèle sur fond de grosses guitares les angoisses d'une guerre imminente (Trump menaçait sans cesse d'appuyer sur le bouton nucléaire entre deux clowneries sinistres). Le morceau « Medicine at Midnight » risque de vous rendre addict à ce type de potion médicale.

Les neuf titres sont excellents et sont faits pour être rallongés et pimentés en concert. Retenons pour terminer « No Son of Mine » où les guitares, basse et batterie s'en donnent à cœur joie.

Les chevelus et le gros son sont de retour, la révolution approche !

Sylvain Chardon

1 – Les 14 et 15 juin, ils seront aux arènes de Nîmes.

2 – Robert Johnson, Brian Jones, Jimi Hendrix, Janis Joplin, Jim Morrison, Kurt Cobain et Amy Winehouse ont tous un point commun : ils sont morts à 27 ans et font partie du *« Club des 27 ans »*.

3 – Krist Novoselic reprit sa liberté après le premier album éponyme des Foo Fighters. Il participe et écrit des chansons pour les Foo Fighters de façon sporadique. À la basse, il a été remplacé par Nate Hendel.

Musique

La grande folie, de San Salvador

Un CD chez Pagans/MDC/ Pias, 16 euros.
Sorti le 22 janvier 2021.

Qui les a vuEs sur scène aura un sentiment mêlé : à la fois enthousiaste de voir enfin sortir ce premier album studio, tout autant que triste d'imaginer que le groupe sera privé de pouvoir le fêter en concert. Car s'il y a des formations musicales qui se dégustent mieux « en vrai », celle-ci en fait indéniablement partie, depuis quelques années que, partie de son Massif central natal, elle met dans sa poche les publics rencontrés dans les festivals de tous les continents. Et ceci avec une confondante économie de moyens : trois filles et autant de garçons pour six voix et une poignée de percussions.

Des frères, des sœurs, des amiE d'enfance devenus sans y réfléchir et presque sans s'en rendre compte camarades de tournées. « San Salvador », comme le rappelle simplement le nom du village corrézien où vit cette joyeuse bande (Saint-Salvadour), mais aussi, comme ils et elles aiment à le rappeler, des localités de nombreux endroits du monde ainsi que mille autres choses.

Populaire et savant

Leur musique prend appui sur des paroles occitanes transmises de bouche à oreille depuis des siècles jusqu'au travail de collectage dans les années 1970 d'un certain Olivier Durif, musicien précédant d'une génération les ici-présents Gabriel et Eva du même nom. Des compositions originales inspirées de la tradition et respectueuses de celle-ci, mais en la rendant aussi dépoussiérée que les accoutrements bariolés et décalés que ces jeunes furies arborent. Les voix s'entremêlent fiévreusement sur des rythmes obstinés et, si la répétition attendue est au rendez-vous (et, sans surprise, propice à la transe dansée), les titres nous interpellent par leur savante construction, leur longueur quelquefois (très) étirée et surtout les nombreux changements d'ambiances et de tempos qui s'enchaînent.

On appréciera de voir traduits et imprimés les textes en anglais et français dans le livret. Anciens pour le moins, mais sujets à des interprétations contemporaines, comme ces chroniques qui racontent les révoltes permanentes face aux guerres ou aux dieux, des femmes face aux hommes qui voudraient les posséder... Souvent les paroles nous apostrophent directement : *« Oh la grande folie que de dormir sans soucis ! Réveillez-vous, vous qui dormez ! »*

Et celles de la seule chanson entièrement de leur main, *Fai sautar* qui ouvre le disque, sont sans équivoque :

« Démolis la cage, ils crient déjà au loup
Démolis la cage, fais sauter la prison
La prison, la forteresse, ils hurleront comme des fous
La prison, la forteresse, bientôt les barreaux tomberont. »

Benjamin Croizy

Essai

Histoire du sucre, histoire du monde, de James Walvin

Traduit par Philippe Pignarre. Éditions la Découverte, 300 pages, 22 euros.

Une lecture après laquelle on ne regarde plus son ti-punch avec les mêmes yeux, pour celles et ceux qui le savourent. L'auteur, historien britannique, retrace l'histoire du sucre, produit symbole mais aussi structurant des différentes mondialisations.

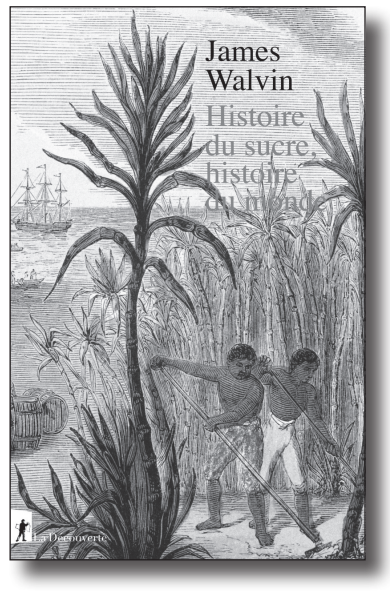
Longtemps l'apanage des classes dominantes

L'histoire plusieurs fois millénaire du sucre n'a pas commencé sous les tropiques du continent américain comme on pourrait le penser d'un point de vue eurocentré, un peu ignorant... Le sucre de canne était utilisé dans la cuisine indienne il y a plus de 2000 ans alors que le miel était l'aliment exprimant la référence au goût « sucré » dans toutes autres cultures, de *l'Odyssée* à la Bible en passant par le Coran. Puis le sucre s'est déplacé vers l'ouest via l'expansion des conquêtes arabes, vers l'est et la Russie via les Mongols : *« Le sucre a donc été l'un des bénéfices oubliés de la conquête et de la puissance impériale, confisqué et adopté par les vainqueurs, puis transporté aux quatre coins du monde où il a modifié les goûts et créé un besoin. »*

Pendant des siècles, produit de luxe rare et donc cher (la canne étant cultivée parcimonieusement dans le Bassin méditerranéen et en Afrique), le sucre était l'apanage des classes dominantes qui se pâmaient devant des sculptures de sucre avant de les dévorer, ce qui leur assurait des bouches édentées particulièrement remarquables.

Symbole de l'exploitation des ressources naturelles et humaines

Mais c'est à partir du 17e siècle que les plantations coloniales des Caraïbes vont permettre la « démocratisation » de la consommation du sucre grâce à l'industrialisation de la culture de la canne et du raffinage de son jus sur la base du travail esclavagiste. L'exploitation de la canne à sucre importée sur le continent américain par les colons européens a été déterminante pour les peuples des différents continents : dévoreuse de main-d'œuvre, la canne à sucre a été un accélérateur de la déportation des AfricainEs et de leur mise en esclavage pendant plus de deux siècles. L'organisation des plantations a totalement transformé l'équilibre naturel des territoires soumis à cette culture :



déforestation, pollution, transformation des paysages en sont les corolaires. Cette organisation de la production à la transformation du produit a permis l'accumulation primitive des bourgeoisies coloniales (en particulier française et anglaise), mais aussi marqué une étape dans le développement des techniques et de l'organisation industrielle du travail productif. Produit idéal d'un point de vue capitaliste, avec un minimum d'investissement pour un maximum de profits, le sucre est lié à l'exploitation du travail humain esclavagiste d'abord, puis sous la forme du travail forcé d'asiatiques contraints de migrer aux Caraïbes, en Asie du Sud-Est ou en Australie.

À partir de la fin du 19e et durant tout le 20e siècle, le sucre sous ses diverses formes est devenu un des composants indispensables de la nourriture industrielle, et les trusts du sucre ont pesé de tout leur poids sur les politiques impérialistes des États. À tel point qu'au 19e siècle le sucre caché dans la nourriture est devenu un des fléaux et une des batailles majeures de santé publique dans tous les pays de la planète. Un vrai concentré d'histoire de la catastrophe économique, écologique et sociale provoquée par l'exploitation des ressources naturelles et humaines.

Cathy Billard

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
la-breche.com
27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

LE HIRAK ALGÉRIEN, DEUX ANS APRÈS

«Une colère populaire croissante face à un gouvernement paralysé par son impopularité et son illégitimité»

Entretien *avec* ***Adel Abderrezak****, universitaire et militant activiste du hirak.*

DR

Peux-tu revenir sur le déclenchement du hirak algérien il y a deux ans, ses singularités et ses proximités avec les autres soulèvements de la région depuis 2011 ?

Le hirak algérien est un mouvement populaire en réaction à une tentative d'imposer début 2019 un cinquième mandat présidentiel de Bouteflika malgré le refus déjà exprimé lors du quatrième mandat par le mouvement « Barakat » cinq ans auparavant. La particularité du cinquième mandat que le clan au pouvoir voulait imposer, c'est cette image pénible et si caricaturale à la fois d'un président malade, hémiplégique, incapable de parler et qui ne s'était pas adressé à la nation depuis six ans. Cette image violente d'un président très diminué a été le détonateur du mouvement. L'insupportable ne pouvait plus durer. Ce hirak est donc né d'un rejet massif et populaire de cette manipulation des consciences et cette privatisation du pouvoir d'État par un clan présidentiel au profil très mafieux d'où le mot « Issaba » (le « gang ») invoqué par le hirak. Si on se détache des visions « complotistes » qui ont été avancées par le pouvoir et une certaine intelligentsia organique, hirak algérien, hirak marocain et « printemps arabes » participent au même processus, le rejet populaire de dictatures autoritaires et oppressives, portées et même protégées par les puissances impérialistes (USA, UE…) qui actionnent néolibéralisme et outils militarisés de la mondialisation pour imposer leur géopolitique de domination. La singularité du hirak algérien est d'être un mouvement populaire de masse, pacifique, fraternel et radical dans ses revendications, centrées sur une révolution démocratique (un « dégagisme » radical et anti-systémique) conjuguée à des aspirations d'émancipation sociale. Ce mouvement populaire s'est protégé aussi bien de l'instrumentalisation impérialiste (d'où le sentiment anti-Macron très présent dans les manifs et la dénonciation de la firme Total très active dans le pillage de nos hydrocarbures et l'exploitation future du gaz de schiste), que de la manipulation des élites pro-pouvoir en rejetant toute forme de structuration et en restant réservé sur les logiques de leadership, de représentation politique ou de formulations programmatiques.

La durée du hirak après le retrait de Bouteflika est un phénomène important. Comment l'expliquer ?

Le pouvoir a usé de tous les subterfuges pour briser ce mouvement. D'abord en essayant de se le réapproprier en prétendant se reconnaître dans le hirak « originel », en gros les six premiers mois, le reste devenant un hirak anti-patriote ! Le pouvoir a usé de répression en ciblant des activistes populaires, des jeunes et surtout des hirakistes très actifs sur les réseaux sociaux. Il a ciblé aussi quelques journalistes comme Khaled Drareni[1], symbole de la parole libre, mais aussi des politiques (Tabou, Nekkaz…) dont certains aux ambitions bien dévoilées. Il a usé du confinement imposé par le covid, qui a obligé le hirak à geler ses marches, pour empêcher toute expression du hirak dans les espaces publics. Tout ceci a provoqué reflux et même dépolitisation et résignation dans les milieux du hirak, mais la rage et la volonté d'en découdre avec le système se sont démultipliées. Le retour du hirak s'est fait par frémissements jusqu'à la grande marche de Kherrata le 16 février 2021, qui semble avoir contraint le pouvoir à lâcher du lest en annonçant une libération partielle des détenus et la dissolution du Parlement.

La conscience et la volonté citoyennes d'éradiquer le système autoritaire et oppresseur ont permis au hirak de résister. L'aspiration à une parole libérée, à des libertés individuelles et politiques confortées, à une justice libre et indépendante ; tout cela a fait résister le hirak. Mais ce sont les conditions socio-économiques et une réalité de classe de plus en plus différenciée qui nourrissent la flamme du hirak. Les deux ans de résistance à toutes les manœuvres du pouvoir et ses généraux viennent de cette conscience populaire, et pas seulement élitiste, que le pouvoir est incapable d'apporter des solutions de fond au problème du chômage, à une économie déstructurée par sa compradorisation et par une précarisation insupportable. Il faut savoir que les politiques publiques restent marquées par les recettes néolibérales et coachées par les institutions néolibérales de la mondialisation capitaliste. « L'universalité » capitaliste continue à faire des dégâts.

Le pouvoir a profité du covid pour conforter ces choix de libéralisation de l'économie et il n'a encore rien fait pour endiguer la récession impactée par le covid dont les conséquences sont encore une fois payées par les travailleurEs et les chômeurEs : des milliers d'entreprises en faillite, et des travailleurEs poussés au chômage technique si ce n'est aux licenciements, sans parler de milliers de familles sans ressources avec la crise de l'informel. Cette dégradation économique et sociale a remis en selle l'action syndicale et surtout les luttes ouvrières qui n'étaient pas connectées au hirak pendant un bon moment, affaiblissant sa dimension de classe. Les grèves et marches de Numilog (entreprise privée à Bougie), de ENIEM (entreprise publique à Tizi Ouzou) et de dizaines d'entreprises en panne de crédits publics ou subissant la flexibilité du travail et anti-syndicale dans le secteur privé, ont fait du bruit. Les manifestations des jeunes de Ouargla et Laghouat au Sud algérien ainsi que le retour aux protestations sur le logement, l'eau ou le gaz, expriment une colère populaire croissante face à un gouvernement paralysé par son impopularité et son illégitimité. Avec ces luttes, le monde ouvrier revient à la surface et la question sociale devient de fait une préoccupation intégrable dans le hirak.

Le recul du hirak n'a pas signifié la fin des mobilisations sociales, au contraire…

Le hirak est un mouvement populaire interclassiste, portées par des couches populaires déclassées ou travailleuses et des couches moyennes instruites ou commerçantes. Des éléments de la bourgeoisie « anti-oligarques » s'y retrouvent mais bien timidement et très accessoirement. Le pouvoir et ses généraux décideurs en ont conscience et tentent d'ouvrir des passerelles, par les postes politiques ou par les crédits, encore l'usage de la rente, attirant une certaine élite politique en mal d'existence partisane ou une frange de la jeunesse dont le « dégagisme » se réduit à remplacer les vieux sans revisiter les rapports sociaux. La sociologie du hirak et ses limites organisationnelles ne lui permettent pas d'être identifiée à une révolution politique et sociale, mais il porte les ingrédients d'une potentialité révolutionnaire qui se matérialiserait plus par l'auto-organisation du mouvement et l'entrée en scène des classes dominées qui seraient prêtes à en découdre avec l'exploitation sociale et le pouvoir oligarchique. La rupture révolutionnaire avec le système oppresseur algérien est latente mais pas irréversible.

La peur de la rue a installé des rapports de forces où la hantise du hirak est permanente chez les décideurs. De ce point de vue, le hirak est une force de frappe anti-systémique et un contre-pouvoir potentiel à un pouvoir délégitimé. Il a libéré l'action des femmes algériennes dans une société patriarcale violente permettant à des femmes de s'organiser en groupes féministes et lutter contre les féminicides et la dévalorisation sociale des femmes. Il a révélé une génération étudiante et de jeunes fortement politisés et radicalisés, organisés parfois en collectifs, qui pourrait dégager le personnel politique bureaucratique et vieilli dont le profil corrompu et prédateur est rejeté. Il a aussi poussé à l'engagement dans le hirak d'une frange de l'intelligentsia universitaire qui apporte ses réflexions et initiatives à travers la CNUAC (coordination des universitaires pour le changement) ou le comité contre la torture. Il redonne aussi du courage et de la volonté de lutte aux forces sociales qui représentent le moteur de la transformation sociale. Le hirak, sur la défensive depuis le covid, revient ! C'est un mouvement d'action et de conscientisation dans la durée. Il reste un mouvement dont la radicalité et la « subversion » politique ouvrent un champ des possibilités n'excluant pas une véritable révolution sociale et politique qui dessinerait une nouvelle Algérie, celle que les AlgérienEs attendent depuis l'indépendance de 1962.

Propos recueillis par Cathy Billard

1 – Khaled Drareni a été libéré le 19 février 2021 après avoir passé près d'un an en détention.

L'image de la semaine

Vu ailleurs

EN GRANDE-BRETAGNE, UBER DÉBOUTÉE FACE AUX « TRAVAILLEURS ». *La Cour suprême britannique a estimé, vendredi 19 février, dans une décision très attendue, que les chauffeurs Uber pouvaient être considérés comme des* « travailleurs » *salariés, rejetant ainsi le recours du géant américain de réservation de voitures.*
Cette décision signifie que les chauffeurs Uber, qui étaient jusque-là des travailleurs indépendants, devraient avoir droit par exemple à un salaire minimum et à des congés payés, ce qui pourrait chambouler le modèle économique d'Uber au Royaume-Uni et faire boule de neige pour l'ensemble des plates-formes numériques.
La plus haute juridiction britannique a donné tort à Uber, qui l'avait saisie après avoir perdu à deux reprises, en 2017 et 2018, devant des tribunaux.
La compagnie estimait que les chauffeurs sont des travailleurs indépendants, choisissant leurs horaires et lieux de travail, et collaborant parfois à plusieurs applications en même temps. […]
La société américaine assure que la décision ne prévoit pas que tous les chauffeurs soient automatiquement reclassés comme travailleurs. La plate-forme insiste également sur le fait que la Cour suprême se prononçait sur le statut de « travailleur » *plutôt que sur celui d'*« employé », *dont les droits sont un peu plus élevés selon la loi britannique.*
Malgré ces nuances, la justice aura donc donné à chaque fois raison à un groupe d'une vingtaine de chauffeurs qui estiment avoir droit au statut de travailleur, compte tenu du temps qu'ils passent en étant connectés à l'application et du contrôle exercé par le groupe, par exemple avec leur évaluation. […]
Le syndicat GMB a qualifié la décision de « victoire historique ». *Un de ses représentants, Mick Rix, a estimé sur Twitter qu'il s'agissait d'un nouveau* « clou dans le cercueil de ceux qui cherchent à exploiter la gig economy *[l'économie des petits boulots]*». *[…]*
La décision pourrait faire tache d'huile pour toutes les plates-formes numériques au Royaume-Uni qui fonctionnent grâce aux travailleurs de la « gig economy ». Les livreurs de la plate-forme de livraisons de repas Deliveroo tentent par exemple, devant la Cour d'appel de Londres, de pouvoir bénéficier d'une convention collective. […]

« Les chauffeurs Uber sont bien des "travailleurs" salariés au Royaume-Uni, selon la Cour suprême », *le Monde* (avec AFP), 19 février 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 12 € = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **(chèque à l'ordre de NSPAC)** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90€
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €		

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 10 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org